



AGENZIA ITALIANA
PER LA COOPERAZIONE
ALLO SVILUPPO

RAPPORT ANNUEL
SIÈGE RÉGIONAL - DAKAR

2024

CAP VERT - GAMBIE - GUINÉE-BISSAU - GUINÉE
MALI - MAURITANIE - SÉNÉGAL - SIERRA LEONE



AGENZIA ITALIANA
PER LA COOPERAZIONE
ALLO SVILUPPO



FOLANDR

« Des personnes,
des projets, des résultats »


AICS DAKAR/AUDY VALEBA

- cooperazioneitalianasenegal
- aics_dakar
- AICSDakar
- AICS Cooperazione Dakar
- AICS Dakar

WWW.DAKAR.AICS.GOV.IT



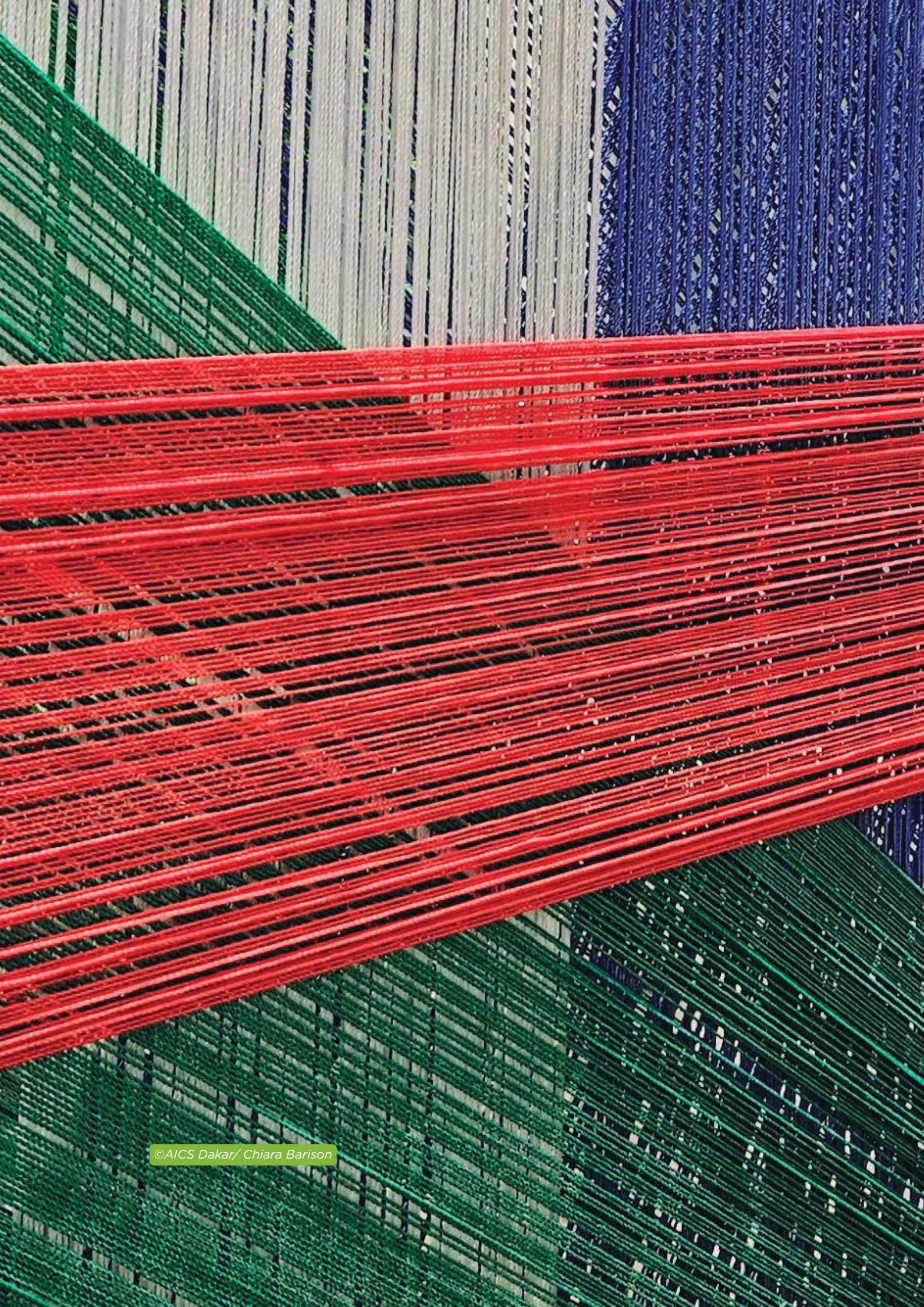
*À Mame Ndella Ngom,
Pour le chemin que nous
avons partagé, ta présence
et ton engagement.
Ton sourire contagieux nous
accompagnera toujours.*



©Amadou Guindo, exposition photographique : "NYAMA, à côté de l'âme"

S o m m a i r e

PRÉFACE	7
CARTE D'IDENTITÉ DU SIÈGE	11
Qui sommes-nous ?	12
Que faisons-nous ?	12
Quel est notre point de départ ?	12
Où sommes-nous présents ?	12
Comment procédons-nous ?	14
Les personnes qui composent le siège	17
Nous travaillons pour ...	17
UNE ANNÉE À PARTAGER	19
Campagnes de communication	22
Parlons chiffres	26
LES PILIERS QUI NOUS GUIDENT	29
● #PERSONNES	30
● #PROSPÉRITÉ	38
● #PLANÈTE	45
● #PAIX	47
● #PARTENARIATS	50
ENSEIGNEMENTS ET CAPITALISATION	53
Les bonnes pratiques du siège	54
Qu'avons-nous appris ?	55
Attentes pour l'année à venir	56
TON AVIS COMPTE ! TU AS LA PAROLE ...	59



1

Préface



Un enchevêtrement de fils colorés rappelant le drapeau italien est la première image qui attire le regard en entrant dans notre siège.

Un nouveau siège, inauguré en cette année 2024, marquée par le **changement**. Un rappel iconographique qui n'est pas anodin. Le matériau, le fil de pêche, est un emblème de notre pays d'accueil, le Sénégal. L'œuvre a été réalisée par Issaka Bonkougou, un artiste burkinabé qui vit et travaille ici depuis des années.

Le Sénégal est par ailleurs le pays de la **teranga**, qui en wolof signifie accueil, comme en témoigne la présence historique de nombreuses communautés étrangères qui cohabitent harmonieusement.

Dans cette trame colorée, il y a non seulement le sentiment d'appartenance donné par la référence au drapeau italien, mais aussi le sens même de la coopération au développement faite de liens, de réseaux, d'échanges, de convergences, de compétences, de diversités qui se rencontrent et qui, ensemble, collaborent, construisent et créent de la valeur ajoutée.

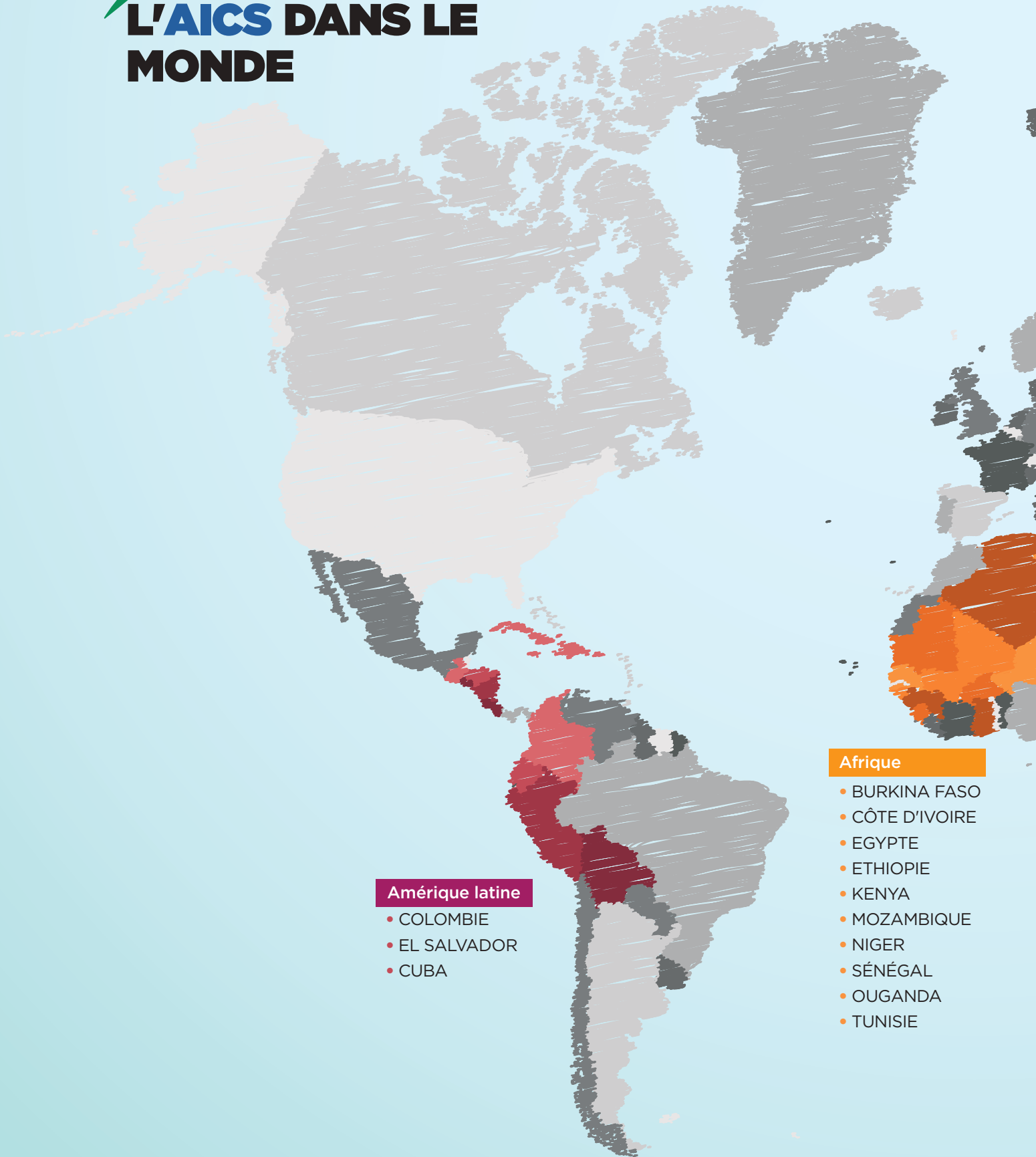
Fin décembre, le mandat de Marco Falcone, qui était Directeur du siège depuis 2021, s'est achevé. Un cycle qui se termine positivement non seulement avec l'ouverture de nouveaux espaces mais aussi de nouvelles perspectives, comme un éventail qui, en s'ouvrant, génère un mouvement nouveau, un air renouvelé pour symboliser le changement.

Oser. Changer, le titre de l'une de nos campagnes de communication phare en 2024, représentée précisément par un éventail, résume notre essence en tant que siège.

Après tout, que serait notre travail sans le courage d'oser changer, un moteur fondamental de développement dans nos stratégies d'intervention.

Ce rapport tentera de le résumer autant que possible, à travers des données et des chiffres, et vous laissera la parole, à travers un questionnaire, pour une confrontation transparente afin que la nôtre ne devienne pas une autocélébration mais une opportunité de dialogue, d'échange et de remise en question, visant à l'amélioration.

BUREAUX DE L'AICS DANS LE MONDE

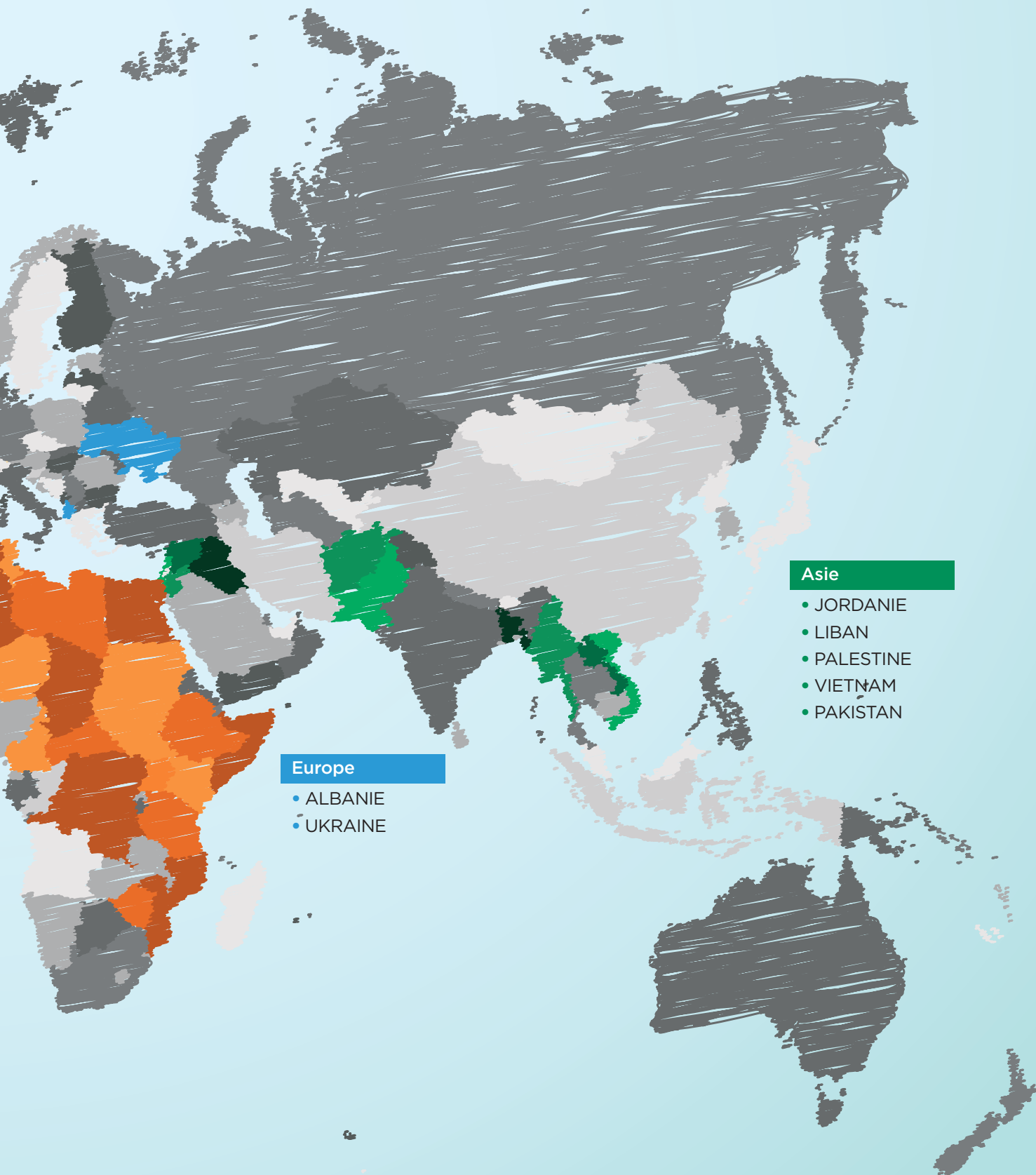


Amérique latine

- COLOMBIE
- EL SALVADOR
- CUBA

Afrique

- BURKINA FASO
- CÔTE D'IVOIRE
- EGYPTE
- ETHIOPIE
- KENYA
- MOZAMBIQUE
- NIGER
- SÉNÉGAL
- OUGANDA
- TUNISIE



Europe

- ALBANIE
- UKRAINE

Asie

- JORDANIE
- LIBAN
- PALESTINE
- VIETNAM
- PAKISTAN



©Oumou Keita, exposition photographique: "NYAMA, à côté de l'âme"



2

Carte d'identité du siège



CARTE D'IDENTITÉ DU SIÈGE

QUI SOMMES-NOUS ?

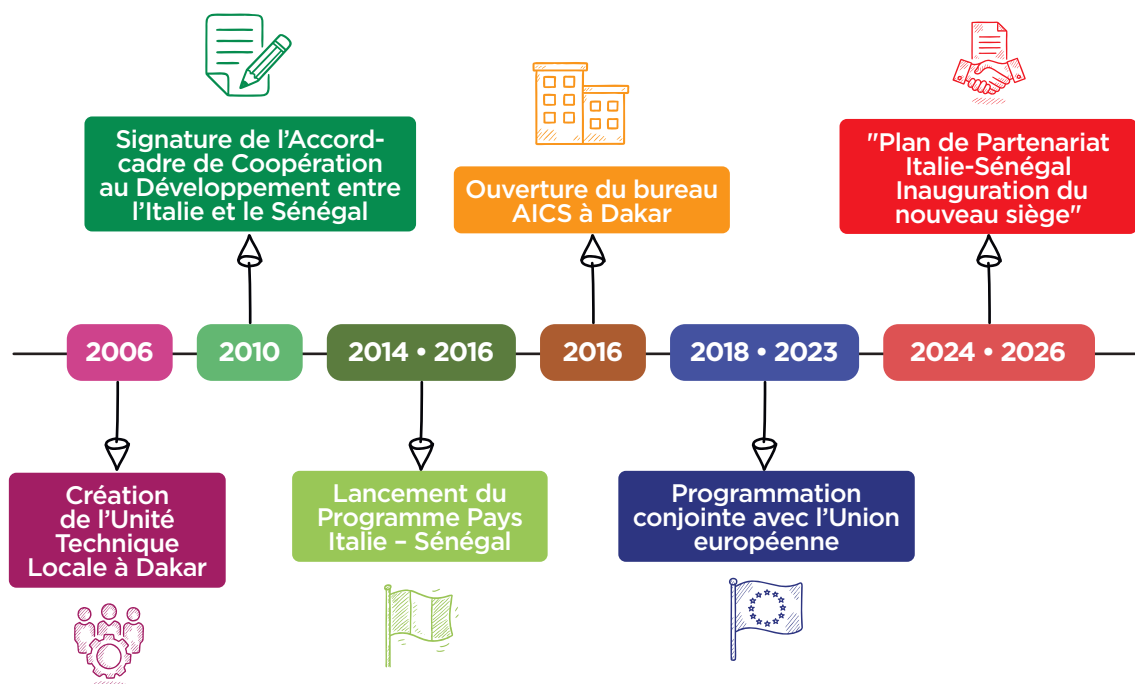
L'Agence italienne pour la coopération au développement (AICS) mobilise un réseau de 20 sièges à l'étranger pour gérer les initiatives de coopération au développement dans les pays d'intervention.

Depuis 2016, l'AICS dispose d'un siège opérationnel à Dakar, point de référence pour les activités de développement, d'assistance technique et de suivi dans huit pays d'Afrique de l'Ouest : Sénégal, Cap-Vert, Gambie, Guinée, Guinée-Bissau, Mali, Mauritanie et Sierra Leone.

QUE FAISONS-NOUS ?

Notre objectif est de promouvoir un développement durable et inclusif. C'est pourquoi nous soutenons les gouvernements locaux dans la mise en œuvre de stratégies nationales pour la paix, la réduction de la pauvreté, l'autonomisation et l'émancipation économique et sociale des segments les plus vulnérables de la population, avec une attention particulière pour les femmes, les jeunes et les personnes en situation de handicap.

QUEL EST NOTRE POINT DE DÉPART ?



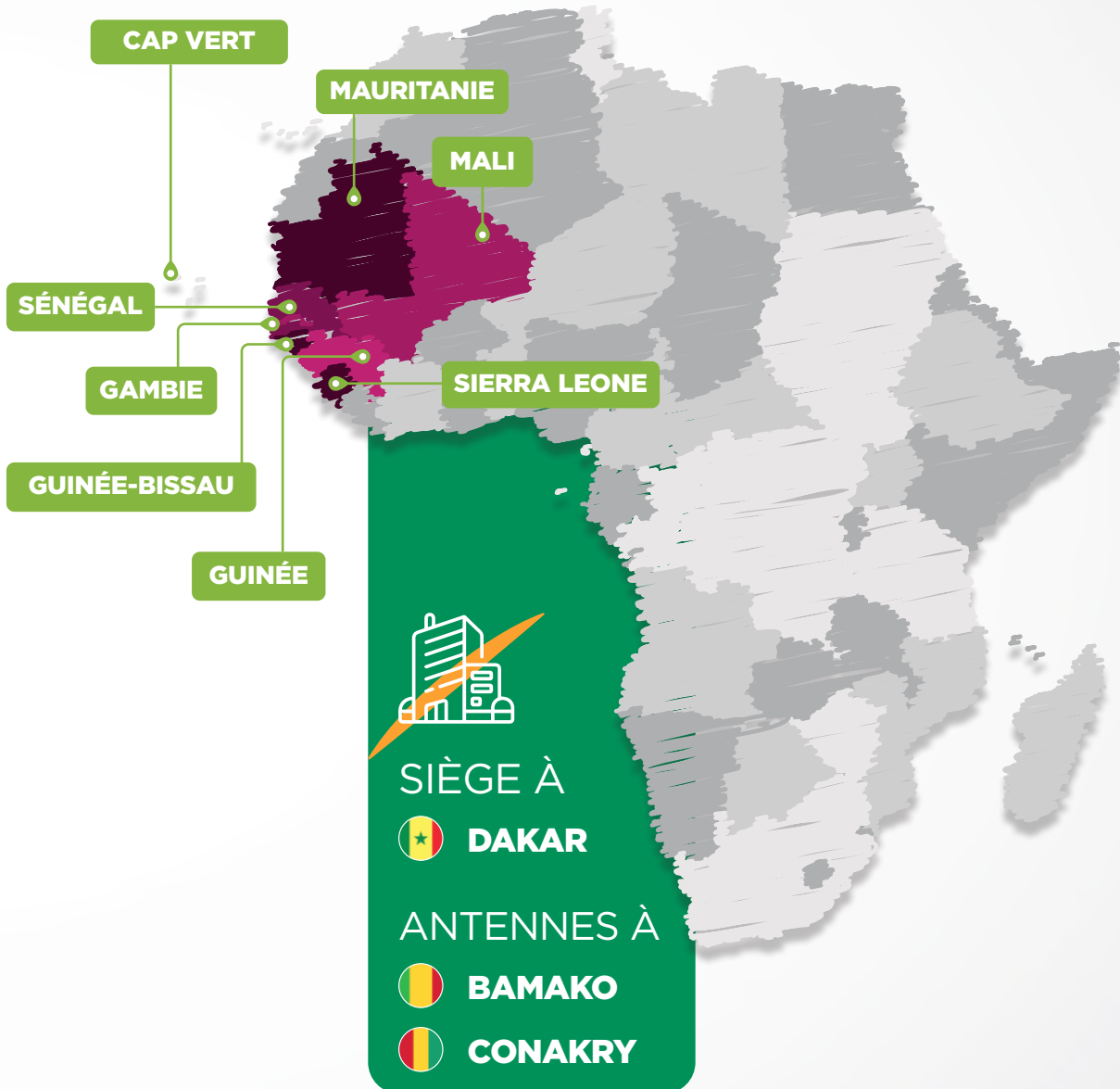
OÙ SOMMES-NOUS PRÉSENTS ?

Le siège régional de l'AICS à Dakar est le centre de programmation, de suivi et de coordination des activités pour le Sénégal, le Cap-Vert, la Gambie, la Guinée-Bissau, la Guinée, le Mali, la Mauritanie et la Sierra Leone.

Parmi ceux-ci, quatre sont des pays prioritaires de la Coopération italienne pour la période triennale 2024-2026 (Sénégal, Guinée, Mali et Mauritanie) et deux sont des pays prioritaires du Plan Mattei (Sénégal et Mauritanie), confirmant l'engagement de l'Italie pour le développement de la région.

AICS DAKAR

PAYS
D'EXPERTISE



PARLONS CHIFFRES : LE CONTEXTE DANS LEQUEL NOUS OPÉRONS

	Sénégal	Cap-Vert	Gambie	Guinée Bissau	Guinée	Mali	Mauritanie	Sierra Leone
Population	18,501,984	524,877	2,759,988	2,201,352	14,754,785	24,478,595	5,169,395	8,642,022
Population Urbaine	52%	78 %	60%	46%	40%	44%	60%	45%
PIB Taux de croissance annuel ¹	+ 4.3	3.3%	5.6%	4.6%	5.9%	3.8%	4.7%	3.4%
Taux de chômage ²	20.30%	10.3%	4.1%	3.10%	5.4%	3.30%	10.63%	3.20%
Indice de développement humain ³	0.517 (169° posto)	0.661 (131° posto)	0.495 (174° posto)	0.483 (179° posto)	0.471 (181° posto)	0.401 (188° posto)	0.540 (164° posto)	0.458 (184° posto)
Indice mondial de l'écart entre les hommes et les femmes ⁴	0.679 (109° posto)	0.755 (41° posto)	0.679 (110° posto)		0.601 (142° posto)	0.604 (141° posto)		0.708 (80° posto)
Rang dans l'indice des ODD ⁵	63.39 (116° posto)	68.21 (88° posto)	57.61 (135° posto)	51.86 (156° posto)	56.42 (141° posto)	56.81 (138° posto)	58.17 (132° posto)	58.19 (131° posto)

COMMENT PROCÉDONS-NOUS ?

Le siège adopte une approche **participative** et **multi-acteurs**, en collaborant avec les gouvernements locaux, les organisations internationales, les ONG, les entreprises et les associations de la diaspora, en encourageant les partenariats public-privé avec **Sistema Italia** et d'autres acteurs, afin de garantir des interventions durables et à fort impact, toujours dans le cadre d'une vision de développement partagé.

Notre coopération s'éloigne d'un concept assistanciel dépassé et vise un **partage des connaissances et des ressources**, guidé par un objectif commun : un développement inclusif et équitable dans les pays où nous opérons. Pour maximiser l'efficacité, l'impact et la durabilité, nous adoptons l'approche de la **Gestion Axée sur les Résultats (GAR)** à chaque étape de nos initiatives, de la conception à l'évaluation.

Nous sommes structurés en **six équipes** spécialisées : éducation, développement rural et environnement, emploi et secteur privé, migration et société civile, droits de l'homme et genre, et urgence. Ces équipes travaillent en synergie avec les équipes de communication et de S&E (suivi et évaluation), assurant une gestion efficace des programmes et une meilleure coordination entre les différents domaines d'intervention.

Toutes les interventions sont alignées avec les priorités de la Coopération italienne et des documents stratégiques de développement des pays partenaires. En particulier, pour le Sénégal, un **Document Indicatif de Planification Pluriannuelle** a été signé en janvier 2024 entre les gouvernements italien et sénégalais, pour définir les actions à entreprendre conformément aux quatre piliers de l'Agenda 2030 : les personnes, la prospérité, la planète et la paix.

En 2024, on dénombre **72 projets actifs**, pour un montant de **341 856 706 €**, dont 32 % issu de financements bilatéraux et 17 % de financements multilatéraux. S'y ajoutent : les projets multilatéraux, les initiatives des OSC et des ET, Ex. Art. 24 et les interventions de coopération déléguée. Actuellement, 6 initiatives sont financées par le canal d'urgence au Mali, en Mauritanie et au Sénégal.

1 [Economic Indicators | List By Category](#)

2 [Economic Indicators | List By Category](#)

3 [Country Insights | Human Development Reports](#)

4 [WEF_GGGR_2024.pdf](#)

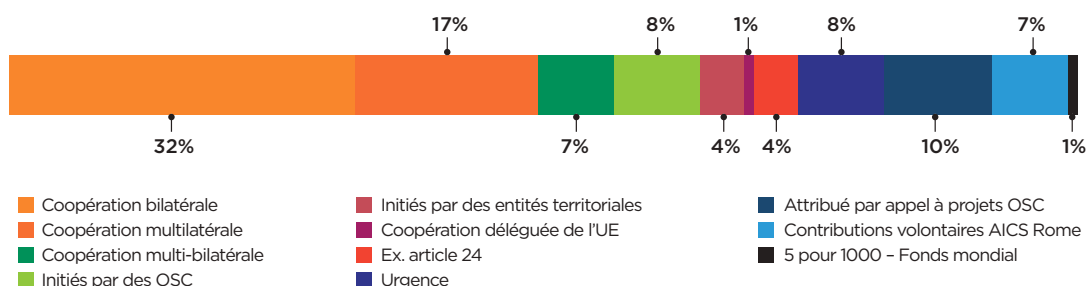
5 [Sustainable Development Report 2024](#)

Les projets de l'AICS Dakar sont répartis sur l'ensemble du territoire, couvrant les différents pays de la région. Actuellement, l'Agence gère 11 projets à caractère régional.

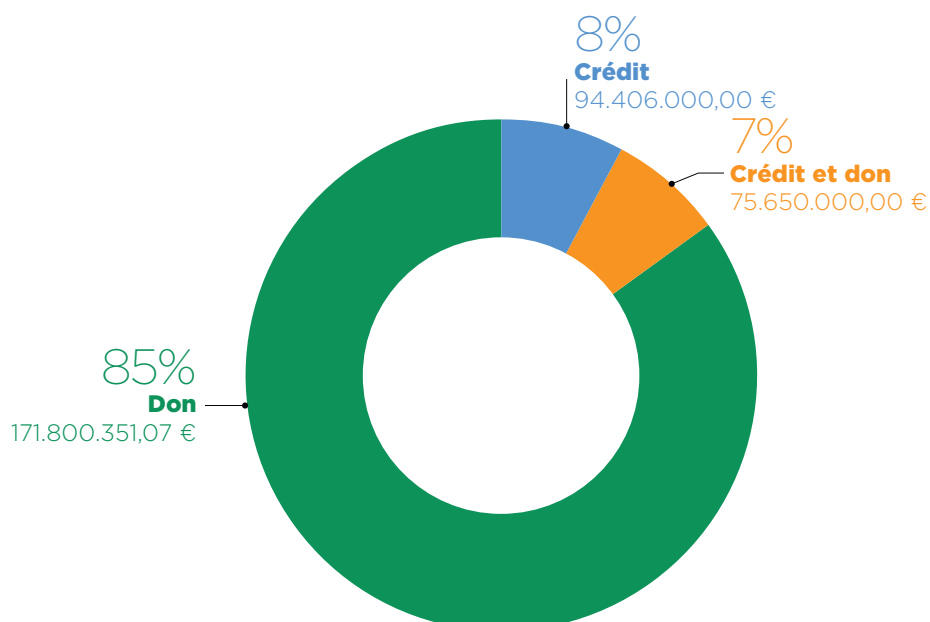
Au total, 16 nouveaux projets ont été approuvés en 2024, dont 3 initiatives au titre du canal d'urgence ; ces projets devraient démarrer début 2025.

	NOMBRE DE PROJETS ACTIFS EN 2024	% PROJETS ACTIFS DANS LES PAYS	MONTANT DES PROJETS ACTIFS	% MONTANT PAR PAYS
SÉNÉGAL	67	93%	192 624 050,35 €	56%
GUINÉE	19	26%	40 045 571,13 €	12%
SIERRA LEONE	5	7%	3 105 511,83 €	1%
MALI	44	61%	75 854 413,23 €	22%
MAURITANIE	12	17%	18 041 682,13 €	5%
GUINÉE-BISSAU	7	10%	6 384 627,15 €	2%
CAP-VERT	1	1%	291 682,12 €	0%
GAMBIE	6	8%	5 509 168,13 €	2%

CANAUX D'INTERVENTION DES PROJETS ACTIFS EN 2024



CANAUX DE FINANCEMENT



AICS ROMA appelle, AICS DAKAR répond : coopération inter-siège

L'AICS, à travers son siège à Rome, non seulement finance mais gère aussi directement de nombreux projets dans les pays d'Afrique de l'Ouest, qui relèvent de la compétence territoriale du bureau de l'AICS à Dakar.

Ces interventions sont mises en œuvre grâce à différents canaux de financement - promus par les organisations de la société civile (OSC), les entités territoriales (ET), les contributions volontaires pour les initiatives d'urgence et le 5 % du Fonds mondial - et sont généralement accessibles par le biais d'appels à propositions.

Bien que gérés directement par AICS Rome, les projets bénéficient d'un **suivi conjoint** avec le bureau de Dakar, qui assure une présence constante sur le terrain, coordonne les relations avec les partenaires locaux et fournit un soutien opérationnel en cas de besoin.

Dans ce cadre, AICS Dakar représente le bras opérationnel de Rome dans les territoires d'intervention, contribuant à assurer une mise en œuvre des initiatives plus efficace et cohérente..

Parlons Chiffres :



Nombre total
de projets :

15



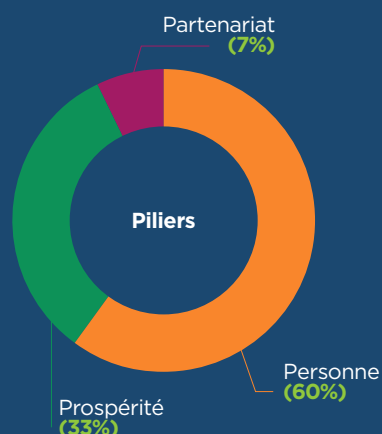
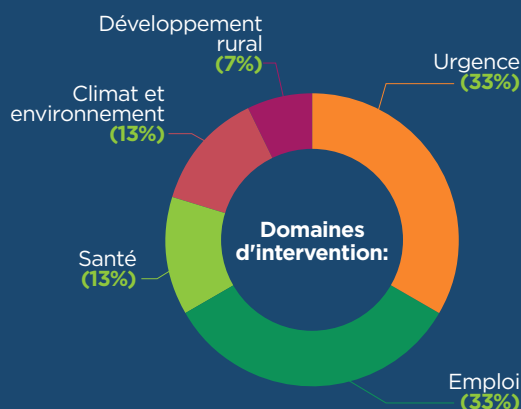
Montant total de la subvention :

24 270 579€



Parmi lesquels
achevés en 2024 :

3



PAYS	PROJETS ACTIFS	MONTANT DES PROJETS ACTIFS
SÉNÉGAL	6	10 380 560,22 €
SIERRA LEONE	2	2 591 649,73 €
MALI	6	9 498 855,10 €
GUINÉE-BISSAU	1	1 799 514,02 €

LES PERSONNES QUI COMPOSENT LE SIÈGE

Notre siège, situé à Dakar, dispose d'une équipe de **40** professionnels, dont **6** font partie du contingent, **19** ont des contrats à durée déterminée, **13** sont des employés temporaires et **2** des consultants. En outre, nous opérons sur le terrain par le biais de **deux antennes**, l'une à **Bamako** et l'autre en **Guinée**.

NOUS TRAVAILLONS POUR...

En tant qu'**AICS Dakar**, nous travaillons, à travers nos projets, à soutenir la **croissance économique et sociale** dans les pays partenaires, en mettant l'accent sur les groupes les plus vulnérables. Notre objectif est de contribuer à la réalisation des Objectifs de développement durable (ODD), en mettant l'accent sur les **5 P du développement durable : Personnes, Planète, Paix, Prospérité et Partenariats**.

PERSONNES

SDG 1 • 2 • 3 • 4 • 5



PROSPÉRITÉ

SDG 7 • 8 • 9 • 10 • 11



PLANÈTE

SDG 6 • 12 • 13 • 14 • 15



PAIX

SDG 16



PARTENARIATS

SDG 17





©AICS, Inauguration des nouveaux bureaux



3

Une année à partager





UNE ANNÉE À PARTAGER

LE SÉNÉGAL EST UN PAYS OÙ LA COOPÉRATION ITALIENNE A TOUJOURS ÉTÉ ACTIVE. NOUS Y DISPOSONS D'UN SIÈGE IMPORTANT COUVRANT 8 PAYS DE LA RÉGION ET C'EST ICI QUE NOUS AVONS ENTREPRIS D'IMPORTANTES ACTIONS DE COOPÉRATION EN PARTENARIAT AVEC LES AUTORITÉS LOCALES

MARCO R. RUSCONI

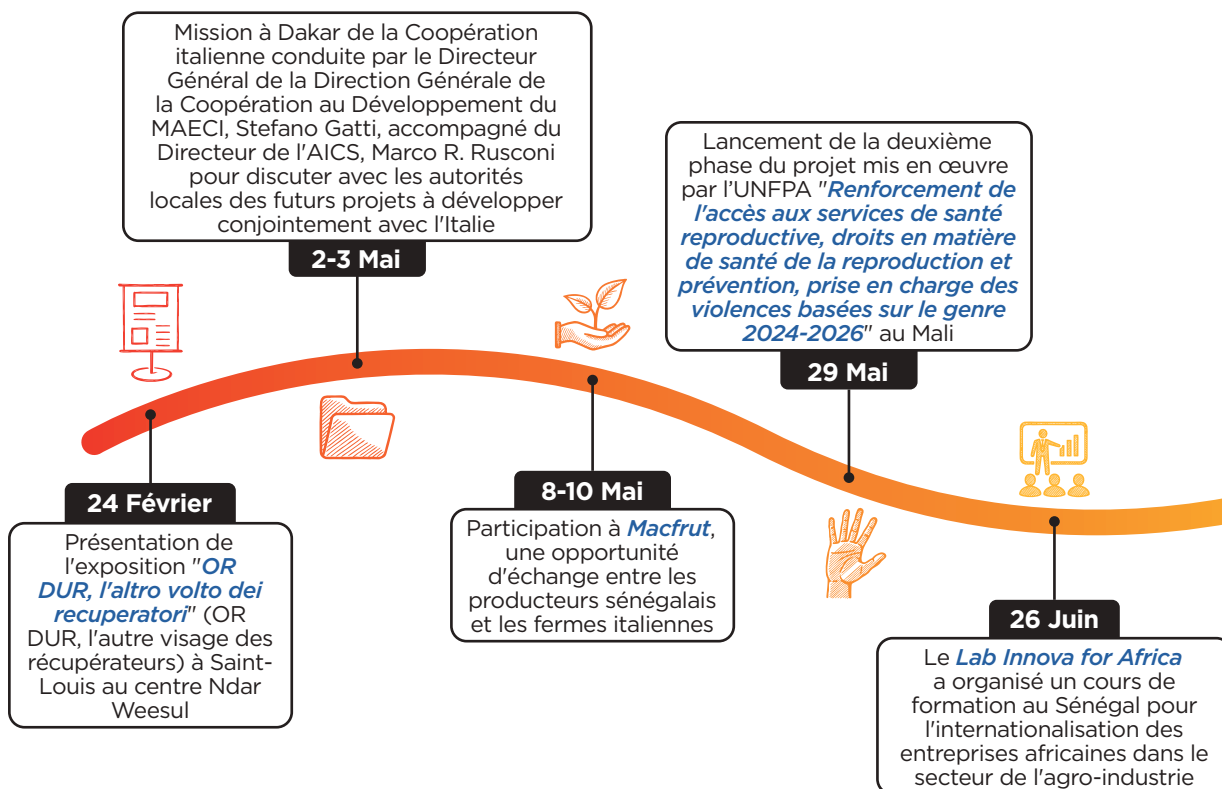
2024, comme déjà mentionné dans la préface, a été marqué par l'inauguration des nouveaux bureaux, situés dans le quartier de Fann-Memoz à Dakar.

Le déménagement dans des locaux plus spacieux et plus fonctionnels répondait à la nécessité de renforcer l'Agence, qui était appelée à jouer un rôle plus important dans le cadre du récent Plan Mattei. Le nouveau siège se veut un pilier renforcé du Sistema Italia au Sénégal et un point de référence encore plus performant pour les acteurs de la coopération, des OSC aux universités, en passant par les autorités locales et les administrations publiques, ainsi que le secteur privé orienté vers la coopération au développement.

Le projet architectural, qui réhabilite une résidence de la capitale sénégalaise, s'inspire de volumes avec de grandes ouvertures et des vues sur l'extérieur avec des styles typiques de l'architecture sénégalaise des années 1970 et se caractérise par de grandes fenêtres symbolisant la transparence avec laquelle le siège et la Coopération italienne opèrent.

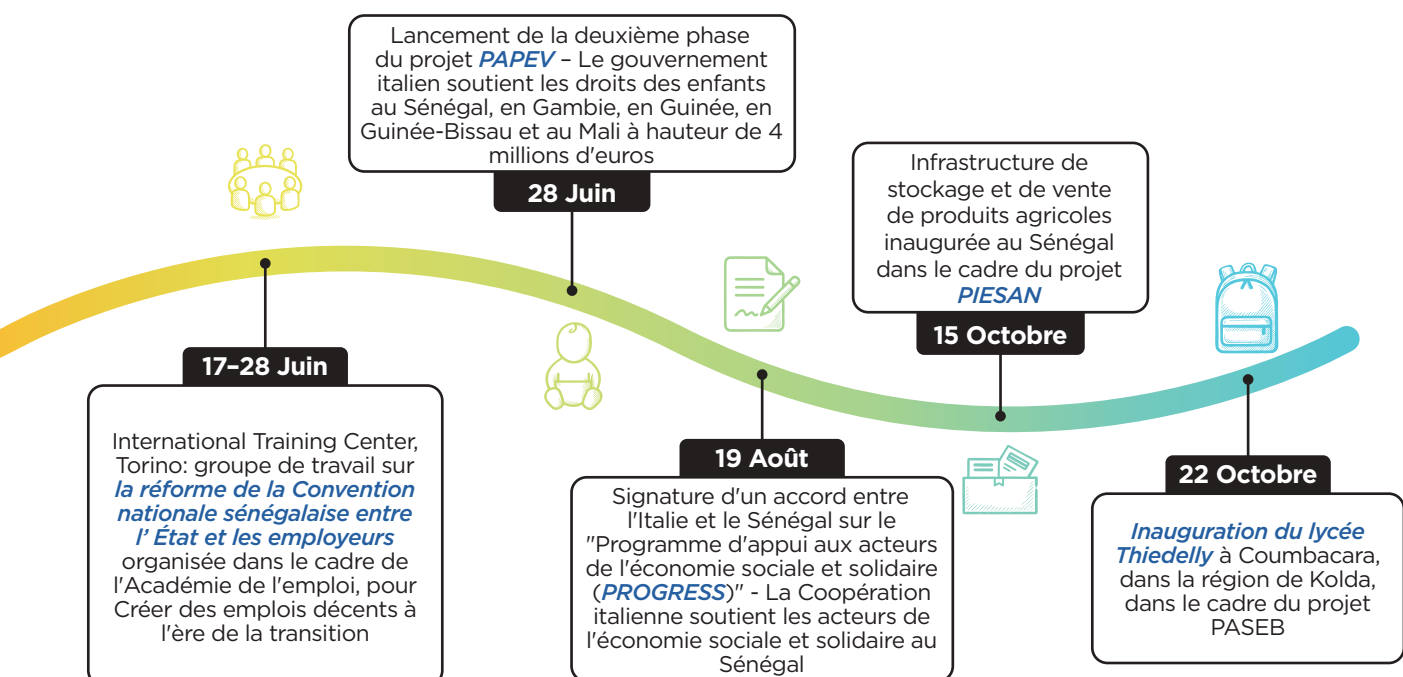
Lors de l'inauguration du nouveau siège le 2 mai 2024, Marco Riccardo Rusconi, Directeur de l'AICS, Stefano Gatti, Directeur général de la Direction Générale de la Coopération au Développement du MAECI, et Caterina Bertolini, Ambassadrice d'Italie au Sénégal.

ÉVÉNEMENTS AU PREMIER PLAN (CLIQUEZ SUR LE LIEN POUR PLUS D'INFORMATIONS):



BEST OF Une carte de visite à planter

La cohérence de nos actions est une valeur fondamentale. Lorsque nous produisons des supports de communication pour le siège, nous privilégions l'utilisation de matériaux respectueux de l'environnement en partenariat avec des entreprises locales. Notre best of 2024 a été le papier à planter, permettant de faire pousser quelque chose d'utile, comme nos actions de coopération, qui représentent des graines visant à développer des projets, des espoirs, des rêves.





*SAVOIR D'OÙ L'ON
VIENT EST LE
MEILLEUR MOYEN DE
COMPRENDRE OÙ L'ON
VEUT ARRIVER*

CAMPAGNES DE COMMUNICATION

La période historique actuelle marque la fin des illusions en matière de communication. Aujourd'hui, c'est l'authenticité qui est recherchée. La communication doit pouvoir devenir relation et partage, par la capacité à se montrer tel que l'on est à travers ce que l'on fait.

Le storytelling, qui a marqué le récit de la coopération au développement ces dernières années, n'est aujourd'hui plus exhaustif. La nouvelle frontière de la communication est le storydoing, qui ne se contente pas de décrire ce qui est fait mais démontre ce qui a été fait. Le public veut voir ce qui se cache derrière une marque, qu'elle soit commerciale ou institutionnelle, et les marques doivent pouvoir être mesurées, évaluées.

KirWeb, l'une des meilleures agences numériques en Italie, a établi une série de points clés dans le développement d'une stratégie de communication :

1. Savoir d'où l'on vient est le meilleur moyen de comprendre où l'on veut arriver ;
2. Personne ne veut parler à des logos ;
3. La simplicité est une valeur ;
4. Ne pas tomber amoureux d'une idée ;
5. Aller à l'essentiel.

Ce fut le point de départ de la mise en œuvre de notre propre stratégie de communication, qui a donné lieu aux campagnes de communication qui ont marqué ce 2024.



©Hawa Sissoko, exposition photographique: "NYAMA, à côté de l'âme"

OSER, CHANGER

Un podium, au début de la vidéo, place une personne au centre. Cette même personne qui est le pivot fondamental de la coopération au développement.

Un studio, épuré, sert de cadre. Un choix non anodin qui projette totalement le public sur l'oratrice, son visage, son histoire, son audace.

Un **éventail**, à la fin de la vidéo, qui, comme le souffle d'air projeté lorsqu'il s'ouvre, symbolise le changement.

Les protagonistes de cette campagne sont les promotrices de projets de coopération qui, par leur travail et leur engagement, contribuent à jeter les bases d'un monde plus juste et plus équitable. Elles prennent la parole pour raconter leurs histoires inspirantes, abordant des sujets sensibles tels que **la violence économique, la discrimination et la lutte quotidienne contre les stéréotypes de genre**.

La campagne de communication, promue sur les canaux sociaux du site, a été soutenue par **Cheikh Moustapha**, influenceur sénégalais et créateur numérique, dans la continuité de la vidéo : "**Chaque mot compte**", thème central de la campagne de 2023.

Parallèlement, la présentatrice **Khady Bijou Ndiaye**, qui s'est engagée depuis des années à soutenir la lutte contre les violences basées sur le genre et la promotion des droits des femmes et des filles au Sénégal, a lancé la campagne sur ses chaînes.

Oser, Changer. Ensemble nous pouvons.



©AICS Dakar/ Ad Agency, Campagne de communication : Oser, Changer

PAS SEULEMENT LE 8 MARS

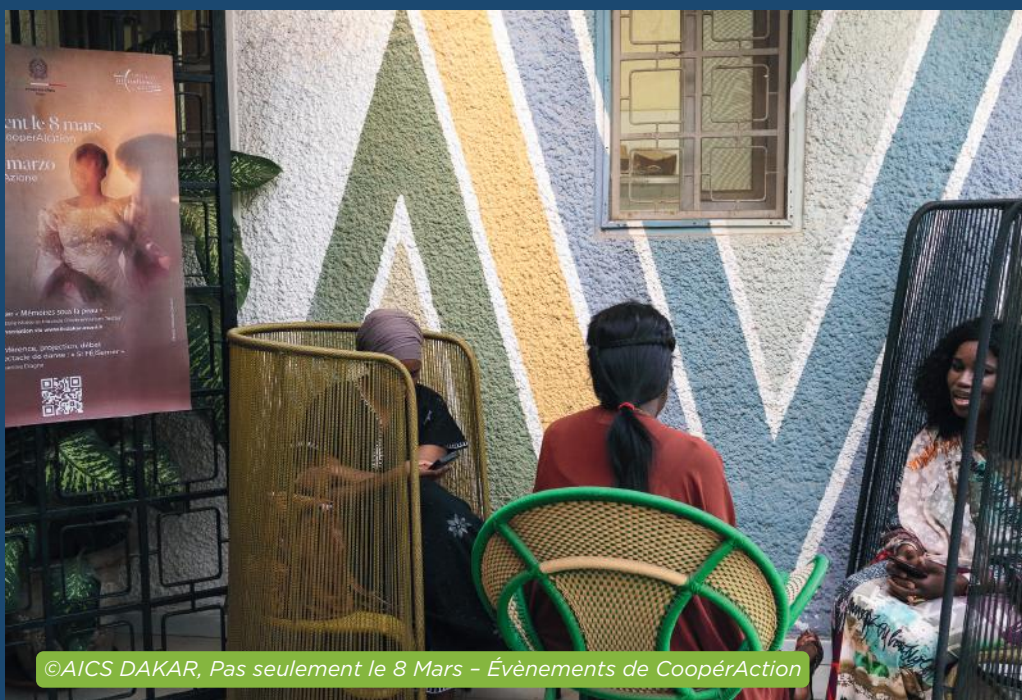
"*Pas seulement le 8 Mars - Évènements de CoopérAction*" est le titre qui englobe la série d'évènements proposés par le siège à l'occasion de la Journée internationale des droits de la femme.

Un titre qui interroge sur la manière dont toute action visant à l'égalité des genres et à la lutte pour les droits des femmes et des filles doit être quotidienne.

Ces évènements s'inscrivent dans la continuité de ceux organisés les années précédentes par l'AICS Dakar en collaboration avec l'Ambassade d'Italie et l'Institut Culturel Italien de Dakar (IIC), à savoir la conférence "*Communiquer le féminisme*" et le symposium "*Repenser ensemble*".

L'objectif est de créer des espaces de discussion libres sur des questions qui mobilisent les agences de coopération, telles que l'inclusion et l'exclusion de certains groupes sociaux, le changement social par les arts, les droits de l'homme et la justice sociale, et l'activisme comme moyen de production de connaissances scientifiques, qui sont fondamentales en matière de **droits, d'égalité, d'autonomie et d'équité**.

Un atelier gratuit et ouvert au public a été organisé à cette occasion : "*Mémoires sous la peau. Un atelier de chorégraphie/graphisme décolonial*" conçu par Marie Moïse et Mackda Ghebremariam Tesfau', chercheuses et activistes.



©AICS DAKAR, Pas seulement le 8 Mars - Évènements de CoopérAction

NYAMA, À CÔTÉ DE L'ÂME



©Hawa Sissoko, exposition photographique: "NYAMA, à côté de l'âme"

Quand viendra le jour où aucune personne ne manquera d'espoir ? C'est ainsi que se termine le poème de Hawa Sissoko, une jeune photographe malienne, qui a réalisé une série d'autoportraits sur le thème du mariage forcé.

L'inspiration de son projet est venue du témoignage d'une femme qui s'est adressée au **Stop Centre** de Bamako, un centre de soutien aux victimes de violences, financé par l'AICS et géré par l'UNFPA.

En outre, cinq autres étudiants en arts visuels ont utilisé la photographie d'art pour documenter des questions complexes telles que le sort des réfugiés et des personnes déplacées ou la protection des enfants et la violence basée sur le genre, dans des contextes à haut risque au Mali.

L'exposition "**Nyama, à côté de l'âme**" représente la restitution finale d'une activité de **formation photographique** organisée par Michele Cattani et Nicolas Réméné, visant à développer des projets documentaires impliquant un groupe mixte de six jeunes étudiants en arts visuels de Bamako, au Mali, et quatre opérateurs des OSC COOPI et We World travaillant dans des contextes d'urgence dans les régions centrales du pays, dans le cadre de projets financés par l'AICS.

La formation, qui a débuté en octobre 2024 et a duré un mois, était divisée en une partie théorique réalisée au centre **Soleil d'Afrique** à Bamako, une référence en matière de photographie en Afrique de l'Ouest, et une partie pratique visant à réaliser des reportages dans les régions de Bamako et de Mopti, où l'AICS soutient des initiatives d'urgence en réponse à la crise humanitaire en cours dans les régions centrales et septentrionales du pays.

Les travaux produits sont le fruit d'échanges constructifs entre les formateurs, les étudiants, les opérateurs des OSC et le personnel de l'UNFPA impliqué dans les centres **One Stop**.

ART ET ENGAGEMENT SOCIAL

Une campagne de communication pour l'*Initiative Régionale d'Urgence en faveur des populations affectées par la crise humanitaire et économique au Mali et au Sénégal* qui a impliqué des **artistes** et **influenceurs** sénégalais et maliens pour sensibiliser aux bonnes pratiques dans les domaines de la **santé, de la nutrition et de la sécurité alimentaire et pour soutenir le secteur privé et l'entrepreneuriat local**.

OMG, MAGUI et AMIRA sont trois jeunes chanteuses engagées en faveur des droits et de l'autonomisation des femmes au Sénégal qui, dans le cadre de la campagne, ont interviewé les fondatrices de microentreprises féminines dans les zones rurales des régions de Kaolack et de Tambacounda.

Au Mali, ce sont plutôt les artistes **Dr Keb**, **Black AD** et **Alima Togola** qui ont animé leurs profils Instagram et Facebook avec des messages innovants, ainsi que les influenceurs populaires **Naïssa** et **Marabelle**, qui ont utilisé Tik Tok comme plateforme de diffusion. Les artistes ont partagé des vidéos s'adressant à leurs différents publics pour lancer des pistes de réflexion sur certains des problèmes qui s'aggravent avec la crise humanitaire au Mali, en particulier en ce qui concerne la **malnutrition** et la **santé maternelle et infantile**.

PARLONS CHIFFRES

Pour 2023 et 2024, les **campagnes numériques de l'AICS Dakar**, notamment sur la **lutte contre les VBG**, ont atteint une couverture de 3 527 566 personnes (Facebook et IG), sensibilisant un large public aux violences verbales, psychologiques et économiques.

MEILLEUR RÉSULTAT

Vidéo Ndèye M. Sarr, campagne de communication : "Oser, changer"

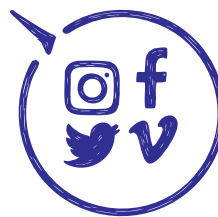


Couverture :
373 228

Visualisations :
566 907

NUMÉROS CLÉS

Campagne de communication :
"Oser, changer"



visualisations :
1 300 700

Visites des profils sociaux du siège :
7 815



Ce qu'ils disent de nous

"Avec plus d'un million de vues, la campagne "Oser, Changer" a réussi à capter l'attention du public, créant une réflexion autour des violences basées sur le genre.

Son approche centrée sur l'émotion et l'empathie a réussi à susciter un fort intérêt sur les plateformes Instagram et Facebook. L'identification du public aux protagonistes de la campagne a permis de mettre en lumière des situations réelles dont on parle encore trop peu. Les interactions enregistrées ont démontré le potentiel d' "Oser, Changer" pour créer un dialogue direct grâce à un contenu authentique et une diffusion multicanal." (AD agency)



©AICS Dakar/Chiara Barison, campagne de communication : "Oser, Changer"





4

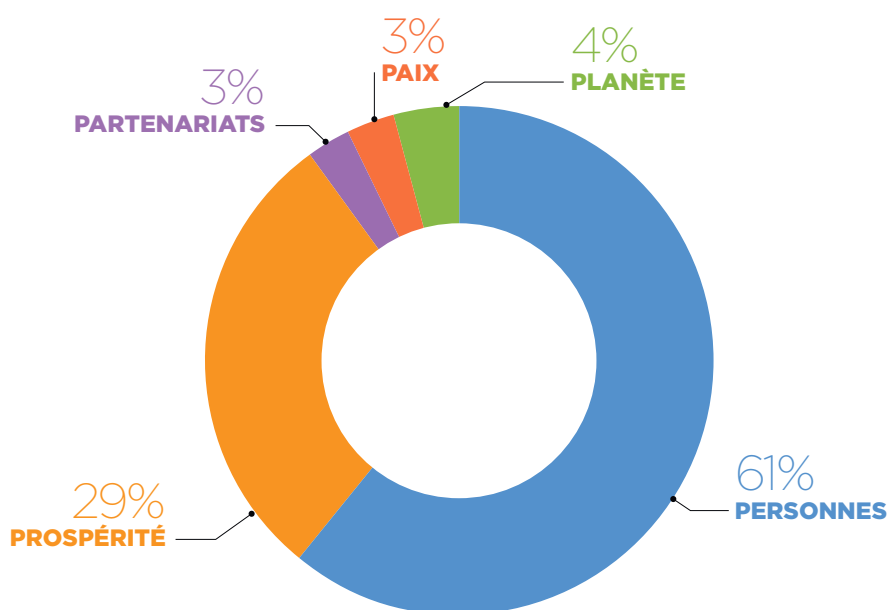
Les Piliers qui nous
guident



LES PILIERS QUI NOUS GUIDENT

En racontant l'histoire de notre engagement et l'impact de nos initiatives, nous appliquons les **5 P du développement durable : les personnes, la planète, la paix, la prospérité et les partenariats**, qui guident nos actions dans les pays d'intervention.

PROJETS ACTIFS POUR LES 5P



231 476 777 €



44 Projets



34% au SÉNÉGAL

11% en GUINÉE

23% au MALI

9% en MAURITANIE

5% en SIERRA LEONE

18% REGIONAUX

#PERSONNES

Les interventions promues par le siège dans le cadre du pilier "**Personnes**" visent à améliorer les conditions de vie des communautés locales, en mettant l'accent sur les communautés les plus vulnérables. Nos efforts se concentrent sur la **sécurité alimentaire**, la promotion d'une **agriculture durable et résiliente** (ODD 2), et le renforcement des **services de santé et d'éducation**, en assurant un accès plus équitable et inclusif à la santé et à l'éducation (ODD 3, 4, 5 et 10).

Un élément clé de nos initiatives est **l'approche transversale de l'égalité de genre**, qui est de plus en plus au cœur de tous les projets.

En effet, nous encourageons le rôle actif des femmes et des filles dans les processus de développement, en renforçant leur **autonomie économique, sociale et politique** afin de favoriser une croissance plus équitable et durable.

PROJET D'APPUI À LA STRATÉGIE NATIONALE POUR L'ÉQUITÉ ET L'ÉGALITÉ DE GENRE PHASE II - PASNEEG II

Logique d'intervention SMART

Objectif général : Contribuer à la réalisation de l'ODD5 à travers la réduction des inégalités de genre au Sénégal, conformément aux orientations politiques nationales, notamment le Plan Sénégal Emergent (PSE) et la Stratégie nationale pour l'égalité et la parité de genre 2016-2026 (SNEEG II).

Objectifs spécifiques :

1. Promouvoir et protéger les droits des femmes et des filles au Sénégal à tous les niveaux (institutionnel, juridique, judiciaire, législatif, économique, social, etc.) ;
2. Promouvoir l'adoption par les communautés d'attitudes, de comportements et de pratiques qui favorisent la non-discrimination, la lutte contre les inégalités de genre et la sauvegarde de l'intégrité physique et psychologique des femmes et des filles.

Résultats attendus :

1. Les initiatives de réforme juridique, institutionnelle et budgétaire qui promeuvent l'égalité et la parité de genre sont identifiées, renforcées, adoptées et mises en œuvre selon le principe de l'appropriation ;
2. La fourniture de services intégrés et holistiques aux victimes de violences à l'égard des femmes est renforcée ;
3. La communication et la sensibilisation aux inégalités de genre et à la violence à l'égard des femmes et des filles sont renforcées au niveau institutionnel et communautaire.

Bénéficiaires

- * Jeunes filles et femmes victimes ou potentiellement victimes de VBG dans les régions d'intervention, en particulier les femmes âgées de 15 à 49 ans à Dakar (976 377), Kaolack ; (263 641), Kolda (174 493), Sédhiou (115 350) et Thiès (497 985) ;
- * 20 000 bénéficiaires des Boutiques de droits sur 3 ans ;
- * Communautés des régions touchées par les activités de sensibilisation ;
- * Les médias, les journalistes et les radios communautaires ;
- * Personnel des forces de sécurité, des services de santé, de la gendarmerie, magistrats, parajuristes, etc.

Principales réalisations

- * Élaboration de Plans Communaux de Développement (PCD) pour les communes de Goudomp (département de Goudomp) et de Djinany (département de Bounkiling) ;
- * Fourniture de services aux victimes et survivantes de violences basées sur le genre (VBG) : 23 653 personnes (dont 90% de femmes) ont reçu des conseils juridiques dans les 5 boutiques de droit dans différents domaines du droit (violences, droit de la famille, droit pénal, droit foncier, droit des obligations civiles et commerciales) ;
- * Soutien à la plateforme Wallu Allo 116. Depuis son activation en 2022, le Centre d'écoute a enregistré plus de 12 800 appels, dont 3 635 pour des motifs de violence ;



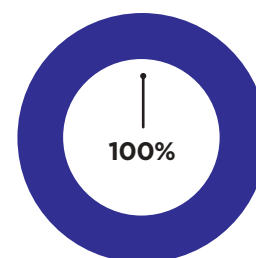
SÉNÉGAL

Le projet est développé au Sénégal dans les régions de Dakar, Thiès, Kolda, Kaolack et Sédhiou.



01/07/2020 - 31/12/2025

Budget du projet



Montant du financement	1.800.000 € en subventions
Montant versé	1.800.000 €

Entité exécutrice

Ministère de la famille et de la solidarité

#VBG

#Autonomisation

#Budget sensible à la dimension de genre



- * Financement de 201 bourses d'études pour les femmes victimes de violences ;
- * Renforcement des capacités de plus de 1776 acteurs, dont des femmes, des jeunes, des enseignants, des leaders communautaires, sur le genre, les droits des femmes et des filles, la lutte contre les violences ;
- * Organisation de campagnes de sensibilisation sur les VBG qui ont touché plus de 2 087 852 personnes, élargissant ainsi les conditions pour des attitudes favorables et un changement de comportement.

*CE BUREAU DOIT DEVENIR
UN LIEU DE CONFIANCE,
ÉLÉMENT ESSENTIEL
POUR QUE LES VICTIMES
DE VIOLENCE PUISSENT
PORTER PLAINTE*

BINTOU GUISSÉ,
COMMISSAIRE DE POLICE

BINTOU GUISSÉ



©AICS DAKAR/Sunu Nataal, Boutique de droit, Zinguinchor

Bintou Guissé est commissaire de police et point focal genre à la police nationale, conformément aux dispositions du Ministère sénégalais de l'intérieur.

Elle a travaillé au commissariat de Mbao (banlieue de Dakar), l'un des premiers commissariats sensibles aux questions de genre au Sénégal, où, tant en termes d'infrastructures que de formation des policiers, une réponse spécifique peut être apportée aux victimes de VBG.

Dans le cadre du PASNEEG II, elle a été chargée d'organiser des formations et des remises à niveau sur la prise en charge des victimes de VBG organisées pour le personnel policier dans les régions sénégalaises.

En juillet 2024, le Commissaire Guissé a participé à la formation de 70 acteurs et actrices de la police et de la gendarmerie des tribunaux de Sédhiou et de Kolda. Les sessions ont permis de doter les magistrats et autres officiers de police judiciaire de compétences, comportements, attitudes et pratiques favorables à une meilleure prévention des VBG et à une prise en charge appropriée des victimes, tant en temps de paix qu'en situation de conflit ou de post-conflit.

"La police travaille sur le terrain et est un acteur clé car elle est la première à accueillir les victimes de violence", a-t-elle déclaré.

Parmi les formateurs se trouvaient également des membres de l'AJS, l'Association des Juristes Sénégalaises, partenaire de l'AICS dans le projet.

PROGRAMME D'APPUI AU SYSTÈME EDUCATIF DE BASE DU SÉNÉGAL - PASEB

Logique d'intervention SMART

Objectif général : Soutenir le gouvernement sénégalais dans la réalisation de l'ODD 4, par l'amélioration du système éducatif et l'élimination des inégalités dans l'accès à l'éducation de base, conformément au "Programme d'amélioration de la qualité, de l'égalité et de la transparence - PAQUET".

Objectif spécifique : Soutenir l'offre éducative, avec une attention particulière à la promotion de l'éducation des femmes, dans les régions de Kaolack, Kaffrine, Kolda, Sédhiou par l'amélioration de l'accès aux services éducatifs de base et de la qualité de l'offre pédagogique et éducative.

Résultats attendus :

1. Améliorer l'accès aux services d'éducation de base par la construction et l'équipement d'environ 50 écoles et la réhabilitation d'environ 300 salles de classe d'écoles primaires et secondaires dans les zones d'intervention ;
2. Améliorer l'offre éducative, pédagogique et didactique de base en accordant une attention particulière à la dimension de genre, par l'élaboration et le développement de projets éducatifs et de plans d'action annuels dans les écoles bénéficiaires, ainsi que par la fourniture de supports pédagogiques et de matériel didactique ;
3. Renforcer le personnel du Ministère de l'éducation nationale aux niveaux central, périphérique et local en matière de gouvernance et de systèmes de planification, d'évaluation et de capitalisation.

Bénéficiaires

Bénéficiaires directs :

- * Plus de 44 000 élèves et enfants des écoles identifiées, avec une attention particulière pour les élèves de sexe féminin ;
- * Le personnel de gestion et d'enseignement des zones d'intervention du programme et du Ministère de l'Education Nationale ;
- * Les communautés impliquées dans l'intervention (estimées à 120 villages), soit environ 300 000 personnes.

Principales réalisations

- * 50 écoles construites ;
- * 50 points d'eau construits ;
- * 300 salles de classe réhabilitées ;
- * Augmentation de 10 % de la fréquentation dans les écoles du projet ;
- * 350 établissements ont reçu des équipements et du matériel informatique ;
- * 44 000 enfants ont bénéficié de cours de soutien dans les 152 écoles du projet ;
- * 966 directeurs d'école, inspecteurs, enseignants et professeurs ont reçu une formation sur la violence basée sur le genre et les questions d'éducation inclusive ;



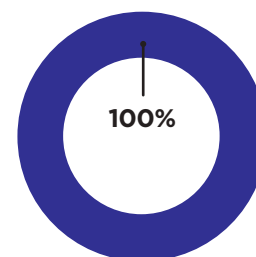
SÉNÉGAL

Le projet est développé au Sénégal et en particulier dans les régions de Kaolack, Kaffrine, Kolda, Sédhiou.



01/01/2018 - 31/12/2024

Budget du projet



Montant du financement
12.500.000 €

Montant versé
12.500.000 €

Entité exécutrice

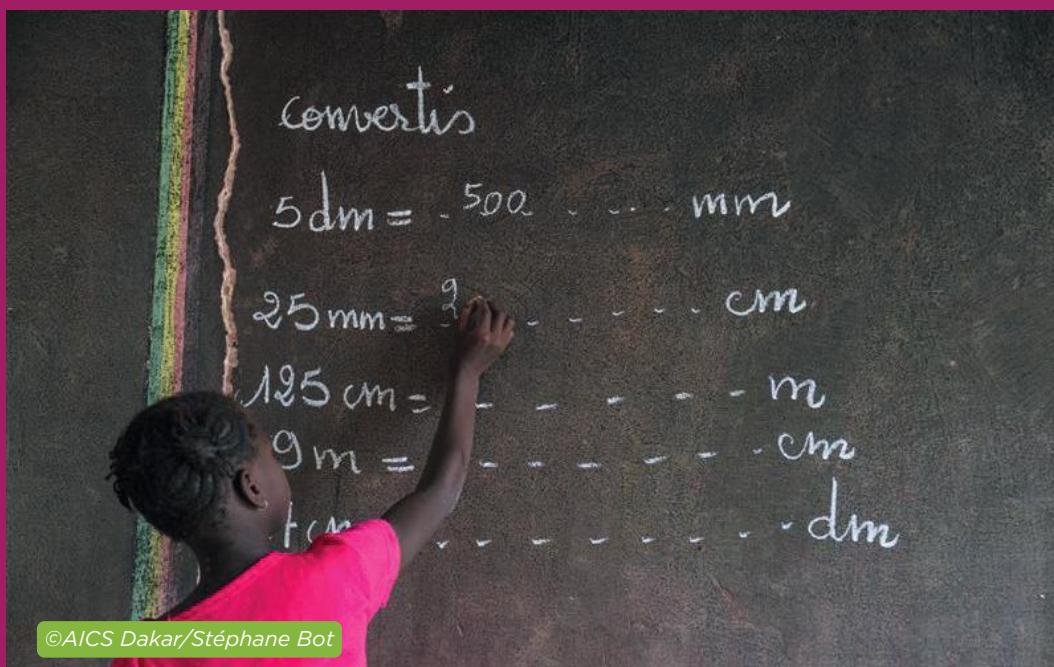
Ministère de l'Education Nationale (MEN)

**#Education #Formation
#Genre #Handicap
#Education inclusive
#Construction d'écoles
#Réhabilitation d'écoles**

- * 54 employés du ministère ont été formés à la planification, au suivi et à l'évaluation ;
- * 453 membres de comités de gestion scolaire formés à la participation communautaire ;
- * 145 plans d'action scolaires annuels élaborés et validés ;
- * 236 enseignants et inspecteurs ont bénéficié d'un renforcement des capacités pour la gestion des programmes ;
- * 5559 bourses d'études versées, dont 4328 pour des élèves du primaire et 1231 pour des élèves du secondaire.

ALI BADIANE

Coordinateur du programme PASEB



Le PASEB intervient dans quatre régions : Kaolack, Kolda, Kaffrine et Sédhiou.

Pourquoi le choix de ces régions ? Ce sont des régions frontalières où il y a un manque d'infrastructures scolaires adéquates et une vulnérabilité socio-économique importante.

Le projet visait à construire 13 collèges, 37 écoles primaires et 300 salles de classe pour les classes primaires et secondaires.

Ces infrastructures répondent aux normes d'inclusion et d'accessibilité pour les personnes en situation de handicap, avec des toilettes séparées pour les filles et les garçons.

En outre, le PASEB a eu un impact sur l'amélioration des résultats et des performances scolaires grâce à l'organisation de cours de soutien et à la fourniture de matériel pédagogique pour les étudiants et les enseignants. Des bourses ont été attribuées à des étudiants en situation de vulnérabilité et des plans d'action spécifiques ont été élaborés pour améliorer les résultats scolaires des filles dans les disciplines scientifiques en encourageant l'organisation de concours de mathématiques et de sciences.

INITIATIVE RÉGIONALE D'URGENCE EN FAVEUR DES POPULATIONS AFFECTÉES PAR LA CRISE HUMANITAIRE ET ÉCONOMIQUE AU MALI ET AU SÉNÉGAL

Logique d'intervention SMART

L'initiative est structurée en 4 projets confiés à des OSC qui s'articulent autour de la logique d'intervention suivante.

Objectif général : Contribuer au renforcement de la résilience des communautés affectées par la crise humanitaire au Mali et la crise économique au Mali et au Sénégal.

Objectif spécifique 1 : répondre à l'urgence humanitaire actuelle dans les régions du centre-nord du Mali, par des activités d'assistance et de sécurité alimentaire, ainsi que par la lutte contre la malnutrition, afin de renforcer la capacité de survie et de subsistance des groupes les plus vulnérables touchés par le conflit en cours.

Objectif spécifique 2 : promouvoir les compétences génératrices de revenus et soutenir le secteur privé au Sénégal et dans les régions du centre-sud du Mali, touchées par les effets de la pandémie de COVID-19.

Résultats attendus :

Agriculture et Sécurité Alimentaire

Renforcement de la résilience dans les zones identifiées, à travers des activités visant à renforcer la sécurité alimentaire et les moyens de subsistance des populations en luttant contre la malnutrition, et en préservant et conservant les terres.

Santé

Renforcement de la résilience dans les zones identifiées, par la lutte contre la malnutrition infantile et maternelle.

Amélioration de l'accès aux services de base, en renforçant la qualité des services de santé et en réduisant les obstacles à leur accès.

Soutien au développement endogène, inclusif et durable du secteur privé.

Favoriser un meilleur accès aux activités génératrices de revenus et de moyens de subsistance grâce à un processus intégré d'accompagnement, de la formation à la création d'entreprise et/ou à la recherche d'un emploi approprié.

Bénéficiaires

Les bénéficiaires directs sont les populations locales touchées par la crise actuelle, en particulier les groupes les plus vulnérables, les personnes déplacées à l'intérieur du pays, les **migrants et les rapatriés, ainsi que les communautés d'accueil**. Le groupe cible privilégié identifié est celui des jeunes, avec une attention particulière pour les groupes les plus vulnérables : les femmes, les mineurs et les personnes en situation de handicap.

Principales réalisations

- * 5400 personnes vulnérables assistées par des transferts d'argent liquide pendant la période de sécheresse dans les cercles de Douentza et de Gao au Mali ;
- * 89 549 femmes enceintes et allaitantes formées sur l'alimentation du nourrisson et du jeune enfant dans les districts de Barouéli Macina et Ségou, région de Ségou au Mali ;



MALI et SÉNÉGAL

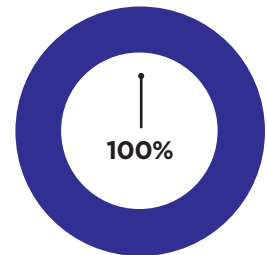
Au Mali : région de Kayes, commune de Kayes et à Bamako

Au Sénégal : région de Tambacounda et région de Kaolack



03/10/2022 - 02/05/2025

Budget du projet



Montant du financement	4.100.000,00 €
Montant versé	4.100.000,00 €

Entité exécutrice
OSC

#Nexus Approach
#Empowerment
#Aide Humanitaire



- * 46 entreprises (20 au Sénégal et 26 au Mali) appuyées par des formations et du matériel, tant pour l'aménagement des espaces de travail (rénovations, etc.) que pour les équipements et les matières premières ;
- * 1 puits d'eau potable construit au profit de 3 500 habitants du village de Dourou, cercle et région de Bandiagara au Mali.

L'ASSISTANCE VOUS
CONTRAIT, L'AUTONOMIE
VOUS LIBÈRE

FATOUMATA BADJI
PRÉSIDENTE DE L'ASSOCIATION DES
FEMMES HANDICAPÉES DE BAKEL

FATOUMATA BADJI

Présidente de l'Association des Femmes Handicapées de Bakel



©AICS Dakar/Makosipro, Association des femmes handicapées de Bakel

Projet "Femmes, Jeunes et Entreprises sociales : piliers d'un avenir durable et inclusif" mis en œuvre dans ATS par VIS, COOPI et LVIA

Je m'appelle Fatoumata Badji, je suis la présidente de l'association des femmes handicapées de Bakel. Voici notre atelier et notre lieu de travail. Nous produisons différents types de savons. La situation de handicap ne peut pas et ne doit pas être un frein à la possibilité de travailler. L'assistance vous contraint, l'autonomie vous libère. Ici, en travaillant, nous créons des revenus et cela nous motive. Notre G.I.E. est composé de 15 femmes.

"S'isoler est contre-productif, les problèmes ne font qu'augmenter. Pouvoir sortir de chez soi et travailler permet de s'exprimer et de se confronter à d'autres personnes, ce qui est fondamental pour l'évolution de chacun d'entre nous".

PROJET D'APPUI AU DÉVELOPPEMENT DES FILIÈRES SEMENCIÈRES DANS LE BASSIN DU FLEUVE SÉNÉGAL - PAFISEM

Logique d'intervention SMART

Objectif général: Contribuer à la sécurité alimentaire et au développement rural des populations du bassin du fleuve Sénégal en soutenant et en renforçant les filières semencières locales.

Objectif spécifique : Améliorer l'accès à la commercialisation de semences de qualité en soutenant la modernisation des systèmes de production locaux et leur organisation.

Résultats attendus :

1. La production et les rendements unitaires de semences de qualité sont améliorés grâce aux associations d'agriculteurs ;
2. Les acteurs du secteur des semences sont organisés en chaînes d'approvisionnement
3. Accès au crédit pour une meilleure structuration de la filière ;
4. L'infrastructure et les machines des organisations de stockage et de conditionnement des semences sont réalisés et réhabilités, et les organes de gestion sont renforcés ;
5. Les capacités techniques, organisationnelles et les équipements des acteurs de la chaîne d'approvisionnement et de contrôle des semences de qualité sont maintenus et améliorés.

Bénéficiaires

10 600 producteurs, agents de contrôle des semences, responsables des unités mobiles de sélection des semences et personnel des comités de gestion.

Principales réalisations

Résultats 2024 :

- * Achat de 44 motocyclettes pour les institutions partenaires afin de leur permettre de suivre les activités ;
- * Formation spécifique pour environ 807 producteurs (250 en Guinée, 200 au Mali, 170 en Mauritanie, 187 au Sénégal) ;
- * Formation spécifique d'environ 61 agents de contrôle (17 en Guinée, 9 au Mali, 7 en Mauritanie, 28 au Sénégal) ;
- * Formation spécifique de 54 formateurs (22 en Guinée, 6 au Mali, 9 en Mauritanie, 17 au Sénégal) ;
- * Diagnostic des entrepôts de stockage en vue de leur réhabilitation ;
- * Production de semences de pré-base par les instituts de recherche ;
- * Réhabilitation des laboratoires ;
- * Préparation d'accords avec des institutions de microfinance.



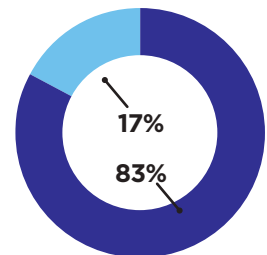
GUINÉE; MALI; MAURITANIE; SÉNÉGAL

Le projet opère dans les régions de Kankan (Guinée), Kayes (Mali), Trarza (Mauritanie) et Saint-Louis (Sénégal).



01/01/2022 - 31/12/2025

Budget du projet



Montant du financement	7.000.000 € a dono
Montant versé	5.813.440 €

Entité exécutrice

Organisation de mise en valeur du fleuve Sénégal (OMVS)

#Semences

#Développement rural

#Sécurité alimentaire

IBRAHIMA DIALLO

Chef du département des semences de la direction nationale de l'agriculture de Guinée et point focal du PAFISEM

La mise en œuvre du projet a permis de résoudre certains problèmes dans le secteur des semences, en particulier le manque de communication entre les parties prenantes et le renforcement de leurs capacités. La restructuration et l'équipement du laboratoire chargé de tester la qualité des semences sont actuellement en cours. De plus, la construction d'entrepôts de stockage est prévue, ce qui permettra aux producteurs de maintenir la qualité des semences et de réduire les pertes causées par les parasites.

La création de fonds de crédit facilitera l'accès des producteurs aux intrants et assurera le respect du calendrier agricole. La distribution de semences certifiées aux producteurs en temps utile est une ressource importante pour éviter les retards et assurer une campagne agricole réussie.

La formation des inspecteurs et des techniciens de laboratoire a été organisée pour garantir la qualité des semences.



73 679 562 €



21 Projets



57% au SÉNÉGAL

5% au GUINÉE-BISSAU

5% au GUINÉE

28% au MALI

5% RÉGIONAUX

#PROSPÉRITÉ

Les 21 interventions promues sous le thème de la **Prosperité** visent à renforcer le secteur privé local, à **faciliter l'accès au marché du travail** par le biais d'une première expérience professionnelle et d'une formation professionnelle en cours d'emploi, et à **élargir les opportunités économiques** en créant des emplois décents pour les hommes, les femmes et les personnes en situation de handicap. Un aspect central de ces initiatives est également l'offre d'alternatives concrètes aux risques de la migration irrégulière en favorisant des perspectives d'emploi durables dans les pays d'origine.

La stratégie du siège dans ce domaine repose sur la promotion d'un **modèle économique** inclusif, inspiré du principe "**ne laisser personne de côté**", afin de garantir des opportunités socio-économiques durables et décentes pour tous, de réduire les inégalités et de renforcer la résilience économique des communautés locales.

PROJET D'APPUI À L'INSERTION PROFESSIONNELLE DES JEUNES ET DES FEMMES FORMÉS - PAIJEF

Logique d'intervention SMART

Objectif général : Contribuer au développement économique inclusif du pays en consolidant un système d'incitation à l'insertion professionnelle des jeunes et des femmes formés, y compris les personnes en situation de handicap, sur le territoire national sénégalais, en renforçant les performances des PMI par des activités d'assistance technique, en cohérence avec les politiques nationales et les stratégies de développement du Sénégal.

Objectif spécifique : Augmenter les opportunités de travail décent pour les jeunes et les femmes formés, y compris les personnes en situation de handicap, sur le territoire national sénégalais, à travers l'assistance technique aux PMI et l'appui aux politiques d'emploi dans leur articulation au niveau décentralisé.

Résultats attendus :

1. Amélioration des possibilités d'emploi et de placement pour les jeunes et les femmes, y compris les personnes en situation de handicap (au moins 10 par région) ;
2. L'accès des petites et moyennes entreprises aux services d'assistance technique est facilité ;
3. Les dispositions institutionnelles pour une politique du travail décent et inclusif sont renforcées.

Bénéficiaires

Bénéficiaires directs :

- * 3 000 jeunes hommes et femmes diplômés qui bénéficieront de contrats de stage ou de contrats à durée déterminée ;
- * 140 personnes en situation de handicap qui bénéficieront de contrats de stage ou de contrats à durée déterminée ;
- * Au moins 750 petites et moyennes entreprises qui bénéficieront d'une assistance technique en matière de gestion administrative, technique et financière ;
- * Le personnel du Ministère de l'enseignement professionnel et technique qui bénéficiera d'un renforcement des capacités en matière d'inclusion, y compris celle des personnes en situation de handicap ;
- * Le personnel des services gouvernementaux décentralisés au niveau régional qui bénéficiera d'une formation sur l'inclusion, y compris celle des personnes en situation de handicap.

Principales réalisations

- * 462 jeunes diplômés insérés dans 345 entreprises (dont 266 femmes et 7 personnes en situation de handicap) avec des contrats de stage de 10 mois ;
- * 404 jeunes diplômés insérés dans 149 entreprises avec des contrats de travail à durée déterminée ;
- * 14 Dispositifs Territoriales de Premier Emploi (DTPE), coordonnées par les Agences Régionales de Développement (ARD), structurées dans toutes les régions du pays.



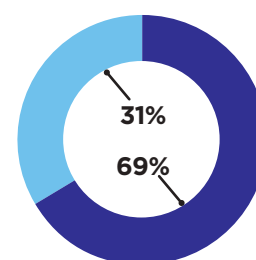
SÉNÉGAL

14 régions du Sénégal



01/07/2023 - 30/06/2026

Budget du projet



- Montant du financement
6.000.000 € en subvention
- Montant versé
2.000.000 €

Entité exécutrice

Ministère de l'enseignement professionnel et technique (MFPT)

- # Premier emploi
- # Insertion professionnelle
- # Adéquation entre l'offre et la demande de main-d'œuvre
- # Décentralisation des services

ELENA IRÈNE BASSENE

"Nous, jeunes diplômés, sommes trop souvent confrontés à la dure réalité du marché du travail, faite d'interminables périodes de chômage, de CV envoyés sans réponse et d'un manque d'expérience qui nous ferme les portes des entreprises. Ces obstacles semblaient insurmontables, mais aujourd'hui, avec le soutien du PAIJEF, nous avons une opportunité sans précédent de prouver notre valeur, d'acquérir de l'expérience et de construire notre avenir en toute confiance. Ce projet ne nous a pas seulement donné de l'espoir, il peut être transformateur pour toute une génération en quête d'opportunités. Un projet ambitieux qui change nos vies. L'engagement de tous les partenaires impliqués dans la réalisation de ce projet est un investissement précieux pour l'avenir du Sénégal."

Elena Irène Bassene a bénéficié d'un contrat de stage dans une entreprise sénégalaise de la région de Thiès dans le cadre du projet PAIJEF.



CETTE INITIATIVE EST BIEN PLUS QU'UN PROGRAMME D'INSERTION PROFESSIONNELLE. C'EST UN TREMPLIN POUR UN AVENIR PROMETTEUR, UNE RÉPONSE CONCRÈTE À NOS AMBITIONS ET À NOS PROJETS.

— **ELENA IRÈNE BASSENE** —
STAGIAIRE EN COMMUNICATION



©AICS Dakar/Makosiprod

DÉVELOPPEMENT DU POTENTIEL ÉCONOMIQUE LOCAL EN AFRIQUE DE L'OUEST - MDP

Logique d'intervention SMART

Objectif général : Contribuer à la mobilité sécurisée des jeunes dans et entre les pays en alignant l'offre et la demande de travail interrégionales en Guinée Bissau, en Guinée, en Gambie et au Sénégal.

Objectifs spécifiques :

1. Les gouvernements adoptent des politiques et des stratégies pour prévenir les migrations ;
2. Les jeunes de différents pays trouvent des opportunités d'emploi dans les secteurs économiques stratégiques identifiés, en particulier ceux développés dans les zones rurales et frontalières.

Résultats attendus :

1. Les principaux acteurs gouvernementaux s'engagent à inclure et à diffuser la migration de main-d'œuvre dans la planification du développement ;
2. Les parties prenantes nationales des pays cibles coordonnent et partagent leurs expériences en matière de migration et de développement ;
3. Les jeunes des différents pays ont accès à des ressources techniques et financières pour améliorer leur situation en matière d'emploi et de génération de revenus ;
4. Le secteur privé, la diaspora et les acteurs et institutions locales sont engagés dans l'accès à l'emploi des jeunes.

Bénéficiaires

- * 520 jeunes entrepreneurs
- * 115 fonctionnaires/parties prenantes
- * 135 fonctionnaires des douanes et du gouvernement

Principales réalisations

Guinée : Sensibilisation des communautés rurales et transfrontalières; construction d'un centre de formation pluridisciplinaire (menuiserie métallique, couture, installation électrique et climatisation) à Koundara (région de Labé) et démarrage des activités de formation technique pour les jeunes ; stages dans une entreprise de pêche à Kamsar (région de Boké) en coopération avec le CFP Maritime pour 10 jeunes ; 35 jeunes formés à l'éducation financière et à l'entrepreneuriat ; participation de deux jeunes producteurs à la Foire Verte de Kolda (Sénégal) comme opportunité de coopération transfrontalière (Résultats : 36 % des activités prévues).

Sénégal : Incubation et mise en réseau de 20 entrepreneurs qui ont reçu une formation et du matériel utile à leur activité entrepreneuriale; Formation technique de 100 jeunes sur la chaîne d'approvisionnement agricole en collaboration avec l'Université de Saint-Louis ; Étude sur les opportunités économiques des plantes aquatiques pour la création d'emplois et comme alternative à la migration irrégulière ; Mise en œuvre de l'étude sur la transformation des plantes aquatiques (Nénuphars/Typha) pour l'emploi à Saint-Louis ; Co-organisation de la Foire Verte régionale à Kolda, pendant laquelle les 20 entrepreneurs accompagnés par le projet ont exposé (Résultats : 58% des activités prévues).



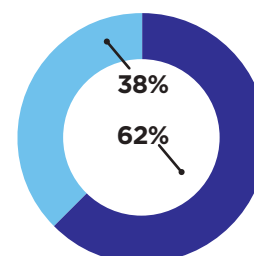
GAMBIE; GUINÉE; GUINÉE-BISSAU; SÉNÉGAL

Le projet se déroule dans les régions de Banjul, Kerewan, Basse, Brikama, Soma, Janjanbureh (Gambie), Boké (Kamsar, Koundara) (Guinée Conakry), Bafata, Gabu, Oio (Guinée Bissau) et Saint-Louis (Sénégal)



01/08/2023 - 30/06/2026

Budget du projet



- Montant du financement
4.000.000 € en subvention
- Montant versé
1.500.000 €

Entité exécutrice

Organisation internationale pour les migrations (OIM)

#Création d'emploi
#Migration transfrontalière
#PME #Formation professionnelle #Diaspora



Gambie : Don de matériel TIC et d'équipement de bureau ; soutien au fonctionnement de trois centres d'emploi à Brikama (région de la côte ouest), Farafenni (région de la côte nord) et Soma (région du fleuve inférieur). Un autre centre sera soutenu dans les mois à venir (Résultats : 40% des activités prévues).

Guinée Bissau : Réunions de coordination avec le partenaire de mise en œuvre pour les activités commerciales, y compris la formalisation du processus contractuel ; Cartographie des organisations de la diaspora bissau-guinéenne au Sénégal et au Cap-Vert (Réalizations : 7% des activités prévues).

Activités mises en œuvre au niveau régional pour mieux comprendre les dynamiques de mobilité au sein des quatre pays : Etude régionale en cours sur les corridors dans 4 pays: Sénégal-Gambie, Sénégal-Guinée Bissau, Sénégal-Guinée, Guinée Bissau-Guinée : Méthodologie hybride (DTM, indicateurs de mobilité de la main d'œuvre). Études quantitatives et qualitatives sur les flux migratoires, basées sur les corridors, la migration circulaire, les échanges transfrontaliers, etc.

*CE STAGE M'A TRANSFORMÉ.
AVANT, JE CONNAISSAIS LA
THÉORIE. MAINTENANT, JE
SUIS EN MESURE DE FAIRE.
JE SUIS CAPABLE. JE SUIS
PRÊT*

— **ABDOULAYE CAMARA** —
STAGIAIRE

GUINÉE

Abdoulaye Camara : De la salle de classe au quai de pêche



Kamsar, Guinée - Par une fin d'après-midi ordinaire, les pirogues commencent à arriver à l'embarcadère. Abdoulaye Camara est là, comme tous les jours depuis six mois. Il décharge la pêche et la charge dans le tricycle motorisé pour la déposer à la salle de traitement, non loin de là.

Il porte fièrement son tee-shirt bleu avec le nom du projet. Une manière d'affirmer son engagement dans cette expérience qui a changé sa conception de la vie future.

"Je suis allé à l'école maritime, mais je sentais qu'il me manquait quelque chose, la pratique, et c'est ce que je suis venu chercher ici, mais ce que j'ai trouvé était bien plus que cela", dit-il.

"Ici, on apprend beaucoup et c'est ce qui me motive. Le matin, je peux être sur le quai à décharger le poisson, puis je vais à la ligne de tri où nous apprenons à reconnaître les bons poissons et à appliquer les règles. Rien n'est laissé au hasard. Ce qui me passionne, c'est la mécanique et là où je travaille, les occasions ne manquent pas : générateurs, chambres froides, pompes, circuits de glace. J'observe, je pose des questions, j'apprends. Ce stage m'a transformé".

SÉNÉGAL

Alioune Banda Fall, CEO ECOTRI



Ecotri : Société de gestion des déchets offrant une gamme de produits et de services pour la gestion efficace des déchets avec des solutions de tri adaptées aux besoins des ménages et des entreprises.

L'un des aspects les plus précieux du programme a été l'opportunité de découvrir et de partager avec d'autres entrepreneurs, de tisser des liens, de rencontrer le public, de présenter nos produits/services au grand public par le biais des foires commerciales de Saint-Louis et de Kolda, et de construire un partenariat stratégique sur la gestion des déchets plastiques avec trois autres bénéficiaires du programme. Tout cela a contribué à nous donner une plus grande visibilité et à attirer de nouveaux clients et partenaires commerciaux.

Nous avons amélioré notre capacité à gérer le personnel et le portefeuille clients, renforcé l'équipe avec de nouvelles compétences clé et des outils de gestion, ce qui nous a permis de structurer notre entreprise de manière plus efficace.

La participation au projet a été une expérience extrêmement enrichissante. Grâce à la formation, aux ressources matérielles, au soutien financier, aux possibilités de mise en réseau et à la visibilité acquise lors des foires commerciales, nous avons pu mieux positionner notre entreprise. Nous sommes mieux équipés pour passer à la phase de mise à l'échelle.



**NOUS SOMMES RECONNAISSANTS DU SOUTIEN REÇU
ET CONVAINCUS QUE CETTE EXPÉRIENCE AURA UN
IMPACT DURABLE SUR L'AVENIR DE NOTRE STARTUP**

ALIOUNE B. FALL
ENTREPRENEUR

GAMBIE

Fatoumatta Nyang, bénéficiaire de la formation du projet MDP



Fatoumatta Nyang, a récemment conclu un atelier de formation sur l'emploi inclusif, auquel elle a participé grâce au projet MDP dans la région du Haut Fleuve en Gambie.

Fatoumatta a souligné le rôle crucial de cette activité dans la lutte contre le chômage des jeunes et la promotion d'une mobilité sûre et régulière de la main-d'œuvre.

"Ce cours de formation a vraiment changé la façon dont je conçois mon parcours professionnel et les possibilités qui s'offrent à moi. Apprendre mes droits en tant que travailleuse et comment faire face aux difficultés sur le lieu de travail m'a donné un sentiment de protection et de dignité. Je suis désormais plus consciente de ce que signifie un recrutement équitable et éthique", a-t-elle déclaré.

Réfléchissant aux avantages plus larges de la formation, Fatoumatta a ajouté : *"Non seulement nous avons acquis des compétences importantes, mais nous avons également participé à des discussions sur des questions telles que la pression sociale, l'inadéquation des compétences et la migration irrégulière. Grâce à ces échanges, nous avons pu identifier ensemble des solutions - telles que des programmes de tutorat, des formations professionnelles et des centres d'information - pour responsabiliser les jeunes et favoriser leur intégration sur le marché du travail".*

#PLANÈTE

Dès 2023, l'AICS Dakar a renforcé son engagement en faveur de la durabilité environnementale à travers la création d'un secteur spécifique pour l'Environnement, qui était auparavant un thème transversal à différentes initiatives. Cette démarche a permis de structurer plus efficacement les activités dédiées à la protection des ressources naturelles, au développement des énergies renouvelables et à la gestion des forêts, tout en favorisant la croissance économique et l'emploi décent.

La protection de l'environnement reste également un élément clé dans d'autres interventions du siège, en particulier dans les projets de développement rural. Ceux-ci visent à promouvoir des pratiques agricoles durables, à améliorer la gestion des ressources naturelles et à encourager une utilisation responsable de l'eau et du sol.

Globalement, l'approche de AICS Dakar dans le secteur de l'environnement est basée sur un modèle intégré, dans lequel la croissance économique est étroitement liée à la protection des ressources naturelles, afin d'assurer un développement durable et inclusif.



©AICS Dakar/Makosiprod



25 450 000 €



3 projets



66% au MALI

34% en MAURITANIE



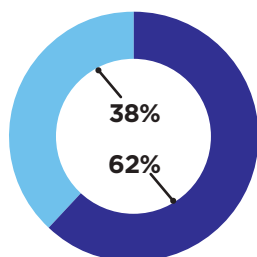
MALI

Région de Kayes (District de Kayes, Bafoulabé et Yelimané) et Région de Niouros du Sahel (District de Niouros et Diéma).



02/12/2020 - 01/12/2025

Budget du projet



- Montant du financement **9.000.000 € sur crédit**
- Montant versé **5.596.505 €**

Entité exécutrice

Commissariat à la sécurité alimentaire (CSA)

#Environnement

BRIGADE VERTE POUR L'EMPLOI ET L'ENVIRONNEMENT - PBVE

Logique d'intervention SMART

Objectif général : Contribuer au renforcement de la résilience dans les zones touchées par la désertification et la dégradation des sols par le soutien et l'utilisation durable des ressources naturelles.

Objectif spécifique : Soutenir la création d'emplois pour les jeunes par l'aménagement du territoire dans les régions de Kayes et de Niouros du Sahel et en particulier :

1. L'aménagement et la mise en valeur des terrains dans les zones concernées ;
2. La formation des jeunes et leur organisation en coopératives pour gérer les parcelles aménagées ;
3. L'augmentation de la production agricole et de la production de gomme arabique ;
4. La contribution à la réduction du carbone d'ici 2030 ;
5. Le développement d'un revenu pour les jeunes, les familles en difficulté économique et les migrants de retour afin d'assurer une sécurité alimentaire diversifiée.

Résultats attendus :

1. 3 000 hectares de terres sont aménagés dans les régions de Kayes ;
2. 1500 jeunes sont formés aux techniques de production agroforestière et à la gestion et au fonctionnement des coopératives ;
3. 4 500 emplois verts sont créés ;
4. Contribution à la capture de 300 000 tonnes de CO₂ et à l'adoption de mesures à faible émission de carbone ;
5. Le mécanisme institutionnel de gestion et de pilotage du projet est opérationnel et pourrait être reproduit dans d'autres régions couvertes par l'initiative présidentielle.

Bénéficiaires

Bénéficiaires directs :

Le projet prévoyait 1 500 bénéficiaires répartis entre femmes (50 %) et jeunes (50 %) pour l'aménagement des 25 sites, et 3 000 bénéficiaires (jeunes) pour les travaux à forte intensité de réalisation et de production sur les sites, y compris les travaux de plantation d'acacias.

En réalité, sur les 1 500 places disponibles, **3 911 bénéficiaires** ont été inscrits dans les coopératives des 25 sites, dont 1 757 femmes (45 %). Les chiffres réels seront mis à jour lorsque les travaux sur les 22 sites restants seront terminés.

Principales réalisations

- * Préparation, attribution et mise en œuvre d'études de faisabilité et de conception pour la réhabilitation et la valorisation de 3 000 ha de terres dégradées, réparties en 25 sites de 120 ha chacun ;
- * Achèvement des travaux de réhabilitation et de valorisation des deux premiers sites pilotes de Kayes et de Niouros du Sahel avec la construction de 4 puits, d'un entrepôt de stockage, d'un bureau et de toilettes ;
- * Création de 24 coopératives (dont deux fonctionnent dans les sites pilotes) ;
- * Création de 24 brigades de surveillance des sites ;

- * Mobilisation de 3 911 jeunes (dont 1 757 femmes) pendant la phase de mise en place des coopératives ;
- * 3 706 emplois temporaires créés ;
- * Formulation d'un plan de formation complet et lancement d'activités de formation à la gestion des coopératives (532 membres formés).

REDOWUANE AG MOHAMED ALI

Commissaire à la sécurité alimentaire

La question de l'emploi des jeunes au Mali est cruciale et nécessite des solutions adéquates et durables, notamment en matière de création d'emplois.

Les conséquences du chômage au Mali, où la frange de la population jeune est la plus haute, sont désastreuses.

C'est dans ce contexte que s'inscrit l'initiative "BRIGADE VERTE pour l'emploi et l'environnement", qui combine des activités de régénération et de restauration des terres dégradées par le reboisement dans les zones arides et semi-arides avec des actions de promotion des emplois décents, en particulier des emplois verts.

#PAIX

Dans le but de construire des **sociétés plus justes et plus inclusives**, les actions pour l'ODD 16 (pilier Paix) au siège se concentrent sur trois objectifs clés : **renforcer la démocratie, améliorer les conditions socio-économiques** - en particulier pour les enfants et les jeunes - et **garantir un système juridique qui protège les droits de l'homme**. Un accent particulier est mis sur la protection des mineurs en déplacement et victimes de la traite par le biais de la coopération interrégionale. Dans cette optique, des travaux sont en cours pour créer un environnement juridique et législatif en étroite synergie avec les gouvernements locaux.

Deux projets clés relèvent du pilier "Paix" : le projet **TUBRALI**, actif en Gambie, en Guinée Bissau et au Mali, qui promeut la déclaration universelle des naissances et le droit à l'identité légale, et le projet PAPEV II, mis en œuvre en Gambie, en Guinée, en Guinée Bissau, au Mali et au Sénégal, qui renforce la protection des enfants victimes de violations des droits de l'homme.

Parallèlement à ces interventions, d'autres projets contribuant à l'ODD 16 relèvent du pilier "Personnes" et mettent l'accent sur la protection des plus vulnérables. Il s'agit notamment du Projet d'appui au renforcement de la résilience, de la protection et de la participation des femmes et des filles dans les zones frontalières entre le Sénégal et le Mali, mis en œuvre par ONU Femmes, qui vise à consolider la paix et à lutter contre les violences basées sur le genre en promouvant l'autonomisation sociale, juridique et économique des femmes. En outre, le projet PAQ-SPE, actif au Sénégal depuis 2024, vise à améliorer l'accès et la qualité des services socio-éducatifs pour les enfants, contribuant ainsi à la création de systèmes de protection nationaux efficaces et cohérents avec les ODD 4, 5 et 16.

Toutes ces interventions contribuent à la création d'un environnement plus sûr, inclusif et juridiquement solide, promouvant la paix et la protection des droits de l'homme dans une perspective de développement durable et de coopération régionale.



7 499 772 €



2 Projets



100% Projets régionaux

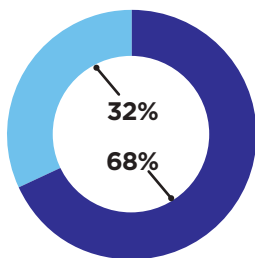


**GAMBIE; GUINÉE;
GUINÉE-BISSAU; MALI;
SÉNÉGAL;**



02/08/2023 - 01/08/2026

Budget du projet



Montant du financement
4.000.000 € en subvention

Montant versé
1.268.356 €

Entité exécutrice

Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH)

#Droits humains

#Droits des enfants

#VBG

#Empowerment

PROJET D'APPUI À LA PROTECTION DES ENFANTS VICTIMES DE VIOLATIONS DE LEUR DROITS PHASE II - PAPEV II

Logique d'intervention SMART

Objectif général : Accompagner les pays bénéficiaires - Gambie, Guinée, Guinée Bissau, Mali, Sénégal - dans la réalisation des Objectifs de développement durable (ODD) 4, 5, 10 et 16, en soutenant la mise en place de systèmes nationaux de protection de l'enfance efficaces et conformes aux recommandations des mécanismes régionaux et internationaux de promotion et de protection des droits de l'enfant.

Objectifs spécifiques :

1. Améliorer la gouvernance nationale et régionale des systèmes de protection de l'enfance et promouvoir la coopération transnationale dans la promotion des droits de l'enfant dans la région de la CEDEAO ;
2. Améliorer la réponse aux besoins des enfants dans l'espace CEDEAO, en veillant à ce que les enfants et les filles victimes de violations des droits aient accès aux services de prévention et de protection, en promouvant des interventions de qualité, y compris dans les situations d'urgence et de changement climatique.

Résultats attendus :

1. Les gouvernements soumettent des rapports périodiques sur la mise en œuvre des recommandations formulées par les mécanismes de gouvernance des droits de l'enfant et mettent en œuvre les recommandations découlant de l'examen des rapports par le biais de lois, de plans et de politiques ;
2. Le cadre politique de protection de l'enfance est consolidé aux niveaux national et transnational afin de prévenir les violations des droits de l'enfant et de renforcer la promotion des droits de l'enfant ;
3. Les pays sont soutenus dans l'harmonisation de leur législation sur les droits de l'enfant avec les normes régionales et internationales, en particulier les réformes entreprises au cours de la première phase ;
4. Les enfants victimes ont accès à des services de qualité pour prévenir et traiter les violations de leurs droits et leurs familles et communautés sont plus résilientes et mobilisées pour traiter les questions de protection de l'enfance ;
5. Les capacités des acteurs professionnels et communautaires sont renforcées pour améliorer la qualité des services offerts aux enfants victimes.

Bénéficiaires

- * 1350 représentants politiques élus ;
- * 375 membres des mécanismes nationaux chargés de rendre compte de la mise en œuvre des conventions internationales sur les droits de l'homme ;
- * 750 travailleurs communautaires ;
- * 5250 leaders communautaires ;
- * 2250 enfants fréquentant les services d'aide sociale et professionnelle ;
- * 50 familles d'enfants vulnérables.

Principales réalisations

- * 43 membres des mécanismes de rapport périodique ont été formés aux techniques de rapport auprès des organismes de défense des droits de l'enfant (CDE et CADBE) ;
- * Suivi de la réintégration post-familiale (réalisé grâce à PAPEV I) de 24 enfants en Gambie, dont une fille ;
- * 250 enfants formés en Guinée Bissau (environ 200 garçons et 50 filles), dont 102 enfants parlementaires pour renforcer la sensibilisation et le soutien à la promotion de leurs droits ;
- * Plus de 200 acteurs communautaires ont été informés et sensibilisés à la protection des droits de l'enfant et aux pratiques sociales et culturelles préjudiciables aux droits de l'enfant en Guinée ;
- * 58 parlementaires, dont 18 femmes, ont été formés aux droits de l'homme et à la santé en Gambie ;
- * 25 professionnels des médias au Sénégal ont été formés au traitement de l'information sur la traite des enfants.

MAMADOU D.



©Oumou Keita, exposition photographique : NYAMA, à côté de l'âme

Mamadou D. avait 13 ans lorsque ses parents l'ont envoyé au Sénégal. La famille voulait qu'il aille à l'école, pour avoir un meilleur avenir. Originaire du village de Cogon dans le Wendou Mbour, à plus de 200 km de Conakry, ils ont décidé de le laisser partir avec d'autres enfants de son village pour suivre une éducation coranique.

"À notre arrivée, la personne qui devait être notre tuteur nous a envoyés mendier dans les rues de Dakar et pendant plus de cinq mois j'ai vécu dans la rue", raconte Mamadou. Ce n'est que grâce au soutien de PAPEV que Mamadou a pu retrouver sa famille en Guinée. Le projet permet aux enfants victimes de la traite de retrouver leur famille et leur offre une chance de réintégration sociale.

Grâce au soutien financier de PAPEV, Mamadou a reçu un kit scolaire et effectue actuellement un stage dans un atelier de menuiserie à Conakry.



3 750 240 €



2 Projets



100% au SÉNÉGAL

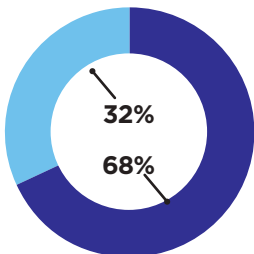


SÉNÉGAL



23/10/2023 - 22/10/2025

Budget du projet



Montant du financement
2.000.000 € en subvention

Montant versé
917.677 €

Entité exécutrice

Organisation internationale du travail (OIT)

#Emploi #Formation dans le secteur privé #Insertion professionnelle #Jeunes #Femmes

#PARTENARIATS

Le succès des initiatives de coopération dépend de la constitution de **partenariats solides et inclusifs entre les acteurs à différents niveaux** : institutions gouvernementales, organisations de la société civile, autorités locales et agences internationales. En ce sens, tous les projets promus par AICS Dakar sont basés sur une approche collaborative qui garantit des résultats concrets et un impact durable dans le temps. Par conséquent, l'ODD 17 pourrait être considéré, même s'il n'est pas prioritaire, comme transversal à tous les projets actifs au siège.

PROJET D'AMÉLIORATION DU DISPOSITIF D'INSERTION DES JEUNES, DES FEMMES ET DES HOMMES ET DE LA FORMALISATION DES ENTREPRISES AU SÉNÉGAL- ADIJEFE

Logique d'intervention SMART

Objectif général : Contribuer à la création d'emplois décents en améliorant l'intégration socio-économique des jeunes hommes et femmes et la formalisation des entreprises au Sénégal.

Objectifs spécifiques :

1. La Convention nationale entre l'État et les employeurs privés (CNEE) contribue à la promotion du travail décent pour une meilleure employabilité et intégration socioprofessionnelle des jeunes hommes et femmes ;
2. Le statut de l'entrepreneur est opérationnel et contribue à la stimulation de l'esprit d'entreprise et à la promotion du travail décent pour les jeunes hommes et femmes.

Résultats attendus :

1. Une évaluation de l'impact de la CNEE est réalisée ;
2. La CNEE est réformée par le biais d'un processus de dialogue social tripartite ;
3. Les employeurs bénéficiant de la CNEE sont accompagnés dans la mise en œuvre de ses nouvelles dispositions ;
4. Un mécanisme de suivi et d'évaluation de la CNEE est mis en place ;
5. Un mécanisme de coordination du statut de l'entrepreneur est mis en place ;
6. Un ensemble de mesures incitatives en faveur des jeunes entrepreneurs et des femmes entrepreneurs est approuvé et intégré dans les dispositions du statut de l'entrepreneur ;
7. Un programme pilote pour la mise en œuvre du statut de l'entrepreneur pour les jeunes et les femmes dans le secteur de l'artisanat est mis en œuvre.

Bénéficiaires

Bénéficiaires directs :

- * Au moins 300 employeurs appliquant les nouvelles dispositions et outils de la CNEE ;
- * Au moins 1 500 emplois générés (CDD, CDI) ;
- * Au moins 1 000 jeunes travailleurs ayant bénéficié d'un contrat CDD/CDI via le CNEE ou d'un contrat d'apprentissage via la DTPE et ayant accès à un travail décent ;
- * Au moins 400 entreprises artisanales formalisées ;
- * Au moins 10 coopératives artisanales créées ;

- * Au moins 500 jeunes artisans formés et accompagnés dans leur processus de formalisation (dont 50 en situation de handicap) ;
- * Au moins 200 jeunes intégrés à travers le statut d'entrepreneur et bénéficiant des incitations de la CNEE ;
- * Au moins 100 contrats d'apprentissage signés avec des jeunes artisans.

Principales réalisations

- * Lancement de la consultation des parties prenantes ;
- * Mise en place d'un groupe de travail tripartite ;
- * Renforcement des capacités des membres du groupe de travail ;
- * Conception d'un module de formation en ligne sur la nouvelle CNEE ;
- * Réalisation d'une étude d'impact de la CNEE ;
- * Publication du décret de création du COPIL et du COMTECH ;
- * Appui au Ministère de l'Artisanat et du Tourisme pour la rédaction du décret ;
- * Mise en place du comité de suivi et d'évaluation du statut de l'entrepreneur ; Formation des membres du comité de suivi sur les meilleures pratiques internationales ;
- * Mise en place du comité de suivi et d'évaluation du statut de l'entrepreneur ;
- * Formation des membres du comité de suivi aux meilleures pratiques internationales ;
- * Étude visant à déterminer les incitations au statut d'entrepreneur ;
- * Lancement du processus de contractualisation avec l'APDA ;
- * Étude sur la rédaction de textes juridiques visant à institutionnaliser les mesures d'incitation en faveur du statut d'entrepreneur.

Valeur ajoutée du projet du point de vue de l'OIT

Le projet ADIJEFE représente une valeur stratégique importante pour l'OIT, car il permet la mise en œuvre de ses engagements globaux en faveur de la promotion du travail décent au niveau national. Le projet offre à l'OIT l'opportunité de soutenir les autorités nationales dans des réformes à grande échelle, à travers la mise à jour de la Convention Nationale entre l'Etat et les Employeurs Privés (CNEE), le développement d'une nouvelle Politique Nationale de l'Emploi (PNE) et l'opérationnalisation du Statut de l'Employeur, sur la base de normes internationales, d'une expertise technique et d'outils éprouvés. En outre, le projet constitue un banc d'essai pour des approches innovantes en matière d'insertion professionnelle des jeunes et de structuration des unités économiques formelles, qui alimente la réflexion générale de l'OIT sur les politiques d'emploi et de formalisation.

Avantages du partenariat OIT-AICS

Le partenariat entre l'OIT et l'AICS dans le cadre du projet ADIJEFE présente plusieurs avantages significatifs. Il repose sur une vision partagée des défis liés à l'emploi des jeunes et à la formalisation de l'économie informelle au Sénégal, et combine les forces respectives des deux institutions : l'expertise technique, réglementaire et institutionnelle de l'OIT, et la flexibilité, l'efficacité et la capacité de financement de l'AICS sur les questions d'emploi. Cette collaboration favorise une approche inclusive et orientée vers les résultats, une mise en œuvre opérationnelle concertée et un alignement sur les priorités nationales, tout en encourageant l'échange d'expériences entre pays du Sud (comme l'atelier international sur l'échange d'expériences entre pays africains en matière de formalisation). Enfin, la collaboration entre l'OIT et l'AICS renforce la visibilité et la portée des actions menées par nos deux institutions, les inscrivant dans une dynamique de développement durable et inclusif.





5

Enseignements et capitalisation



ENSEIGNEMENTS ET CAPITALISATION

LES BONNES PRATIQUES DU SIÈGE

Maintenir un dialogue constant avec les partenaires locaux

Le **dialogue avec les partenaires locaux** est un élément clé du succès des initiatives de l'AICS Dakar. Les changements de gouvernement et de personnel au sein des ministères de tutelle avec lesquels nous travaillons activement et en synergie exigent des efforts constants pour **maintenir la relation institutionnelle**. En investissant dans l'établissement de relations solides et dans la continuité du dialogue, il est possible d'assurer la cohérence et l'efficacité des interventions, indépendamment des changements institutionnels.

Participation active à des groupes thématiques pour promouvoir les synergies

Le **siège a consolidé son rôle dans les groupes de travail et de coordination thématiques**, en contribuant activement aux discussions sur les principaux domaines d'intervention. Ces espaces encouragent la comparaison des expériences et le partage des bonnes pratiques, tout en **stimulant le développement d'actions complémentaires avec d'autres agences**, ONG et OSC dans la région. La participation constante à ces tables de travail permet d'améliorer la coordination des interventions et de maximiser l'impact des initiatives.

Implication du secteur privé pour assurer la durabilité

L'intégration du **secteur privé** dans les initiatives de coopération est un élément crucial pour **assurer la durabilité à long terme des interventions**. Les partenariats public-privé, par exemple avec le **Sistema Italia**, permettent de mobiliser des ressources supplémentaires, de transférer l'expertise technique et de renforcer l'efficacité des interventions sur le terrain. AICS Dakar continuera à promouvoir ces partenariats pour favoriser un impact durable sur les bénéficiaires et les communautés locales.

Approche intégrée et personnalisée vis-à-vis des bénéficiaires

Le siège adopte une approche sur mesure pour **maximiser l'impact des interventions**, en adaptant le soutien aux bénéficiaires en fonction de leurs besoins spécifiques, tout en mettant l'accent sur la **durabilité à long terme**. Cette approche consiste à offrir un soutien diversifié et complémentaire par le biais d'une combinaison de projets et d'initiatives ciblés. Par exemple, dans les programmes d'accompagnement de l'esprit d'entreprise, les bénéficiaires peuvent développer progressivement leur idée d'entreprise grâce à un parcours structuré composé de phases consécutives, telles que la conception initiale, l'entrée dans des incubateurs, le lancement sur le marché et la consolidation de l'entreprise. **Grâce à la synergie entre ces différentes initiatives, un soutien continu et intégré est fourni, ce qui augmente les chances de réussite et garantit la durabilité des activités à long terme.** Toutefois, ce modèle personnalisé et à long terme ne s'applique pas aux projets d'urgence, dont l'objectif principal est d'atteindre le plus grand nombre de bénéficiaires possible en peu de temps. Dans ces contextes, la priorité est de fournir une assistance immédiate et de répondre aux besoins urgents de la population.

Communiquer par le biais de personnalités connues et d'influenceurs locaux

Afin d'avoir un plus grand impact en matière de communication, **le marketing d'influence est aujourd'hui incontournable**. Recourir à la collaboration de personnalités connues et d'influenceurs locaux qui agissent en tant que porte-parole des projets et des messages réalisés par la Coopération italienne amplifie les résultats, renforce la crédibilité et permet d'atteindre un public de plus en plus large.

QU'AVONS-NOUS APPRIS ?

1 Continuer à investir dans la communication et la visibilité de l'Agence dans tous les territoires couverts par le siège

Ces dernières années, la visibilité de l'AICS Dakar s'est considérablement accrue, tant sur nos plateformes numériques que dans les médias locaux. En 2024, cette tendance a été renforcée par une **stratégie de communication ciblée et une couverture accrue dans la presse locale et internationale**. En outre, le **Plan Mattei** a permis d'accentuer la focalisation sur l'Afrique, en particulier la Mauritanie et le Sénégal, deux des territoires du siège. Il s'agit là d'une opportunité stratégique pour mieux faire connaître le travail de l'Agence et consolider son rôle dans les contextes de coopération bilatérale et multilatérale. Afin de maintenir et d'accroître cette visibilité, il est essentiel de continuer à investir dans des stratégies de communication efficaces, de renforcer le dialogue avec les médias, les institutions et les partenaires locaux, et d'améliorer la dimension régionale et l'interconnexion des actions.

2 Renforcer le dialogue et la collaboration avec les OSC et les partenaires de mise en œuvre

Un dialogue ouvert et transparent avec les organisations de la société civile (OSC) et tous les partenaires de mise en œuvre est essentiel pour la réussite des projets. Bien qu'elle soit déjà très positive, l'AICS Dakar vise à renforcer davantage l'interaction avec ces acteurs dans l'ensemble de la zone d'intervention, en assurant un dialogue continu pendant toutes les phases du projet, de la planification à la mise en œuvre et à l'évaluation. Améliorer la communication avec tous nos partenaires signifie non seulement **promouvoir une plus grande transparence et participation, mais aussi créer un espace d'écoute et de partage afin d'identifier conjointement les problèmes critiques et de mettre en œuvre des actions correctives en temps opportun**. Cette approche collaborative permet également de célébrer ensemble les succès, renforçant ainsi le sentiment d'appropriation des partenaires et des bénéficiaires.

En outre, l'évaluation indépendante de l'Organisme Indépendant d'Évaluation (OIV), qui a impliqué le bureau en 2024, nous a permis de recueillir de nombreux commentaires de la part des partenaires avec lesquels nous travaillons. Les informations, recueillies par le biais d'entretiens et de questionnaires, ont constitué une excellente source de réflexion sur notre travail dans la région.

3 Améliorer le suivi

Un système de suivi efficace est essentiel pour garantir le succès et la durabilité des initiatives. C'est pourquoi le siège travaille à une **amélioration structurée de son système de suivi interne afin de l'aligner sur les méthodologies adoptées par le siège central et sur l'approche de gestion axée sur les résultats (RBM)**. Ces dernières années, le suivi s'est principalement concentré sur les aspects financiers, mais il est essentiel d'élargir l'attention aux impacts techniques et opérationnels. Pour améliorer ses capacités, l'AICS Dakar a intégré un expert en suivi dans son personnel, une étape importante pour renforcer l'analyse et l'évaluation des initiatives sur le terrain. Cependant, dans certains contextes, le suivi est rendu plus complexe par les questions de sécurité, ce qui nécessite le soutien de consultants locaux. Ils requièrent un accompagnement constant et un soutien spécifique pour assurer un suivi efficace conforme aux normes et aux lignes directrices de l'agence. **L'objectif futur est de développer des outils plus efficaces pour suivre les projets de manière systématique et opportune, en identifiant les problèmes critiques à un stade précoce et en améliorant la coordination entre les différents acteurs impliqués**. Cela permettra non seulement d'optimiser l'efficacité des interventions, mais aussi de collecter des données plus structurées pour mieux orienter la planification future.

ATTENTES POUR L'ANNÉE À VENIR

Disposer de données claires et fiables pour réaliser une évaluation complète des initiatives, à tous les stades (ex pré, pendant et ex post), en améliorant la qualité de la programmation et l'efficacité des interventions.

Développer des projets pérennes sur une période d'au moins 5 ans afin d'assurer un impact durable et à long terme.

Ouvrir le dialogue et renforcer le réseau entre les experts thématiques des différents sièges, en impliquant activement également le siège central en vue d'une plus grande synergie.

Innover en matière de communication en répondant aux attentes et aux besoins du public cible et potentiel, en tenant compte de l'évolution constante du secteur.

Assurer la continuité entre les interventions en cours et prévues, en garantissant la cohérence du programme et une transition en douceur.

Accorder plus d'attention à la formation et au renforcement des capacités internes afin d'assurer la croissance continue du personnel et son adaptation aux nouveaux défis.

Définir les politiques sectorielles soutenues par l'AICS au niveau technique, en contribuant concrètement à leur évolution.

Consolider la réputation de l'AICS, en valorisant la contribution de tous les secteurs et l'expertise interne de chaque siège.

Renforcer l'approche territoriale des différentes interventions, en veillant à ce que chaque action soit étroitement liée aux spécificités locales.



©Hawa Sissoko, exposition photographique: "NYAMA, à côté de l'âme"



©AICS Dakar/Makosiprod, Association des femmes handicapées de Bakel

TON AVIS COMPTE ! TU AS LA PAROLE...

Scannez le code QR et remplissez un court questionnaire anonyme pour nous faire part de votre opinion sur ce rapport et notre travail.



Rédaction :

Chiara Barison et **Giulia Dingacci**.

Nous remercions nos collègues pour leurs précieuses contributions.

@AICS Dakar/ Chiara Barison




 Cooperazioneitalianasenegal

 AICSDakar

 aics_dakar

 AICS Cooperazione Dakar

 Agenzia Italiana per la Cooperazione
allo Sviluppo - Sede di Dakar

#CREATORIDISVILUPPO
#PERSONEPERLEPERSONE
#MADEWITHITALY

WWW.DAKAR.AICS.GOV.IT